



Contrat de ville 2015 - 2020 Saint-Laurent du Maroni (Annexes)



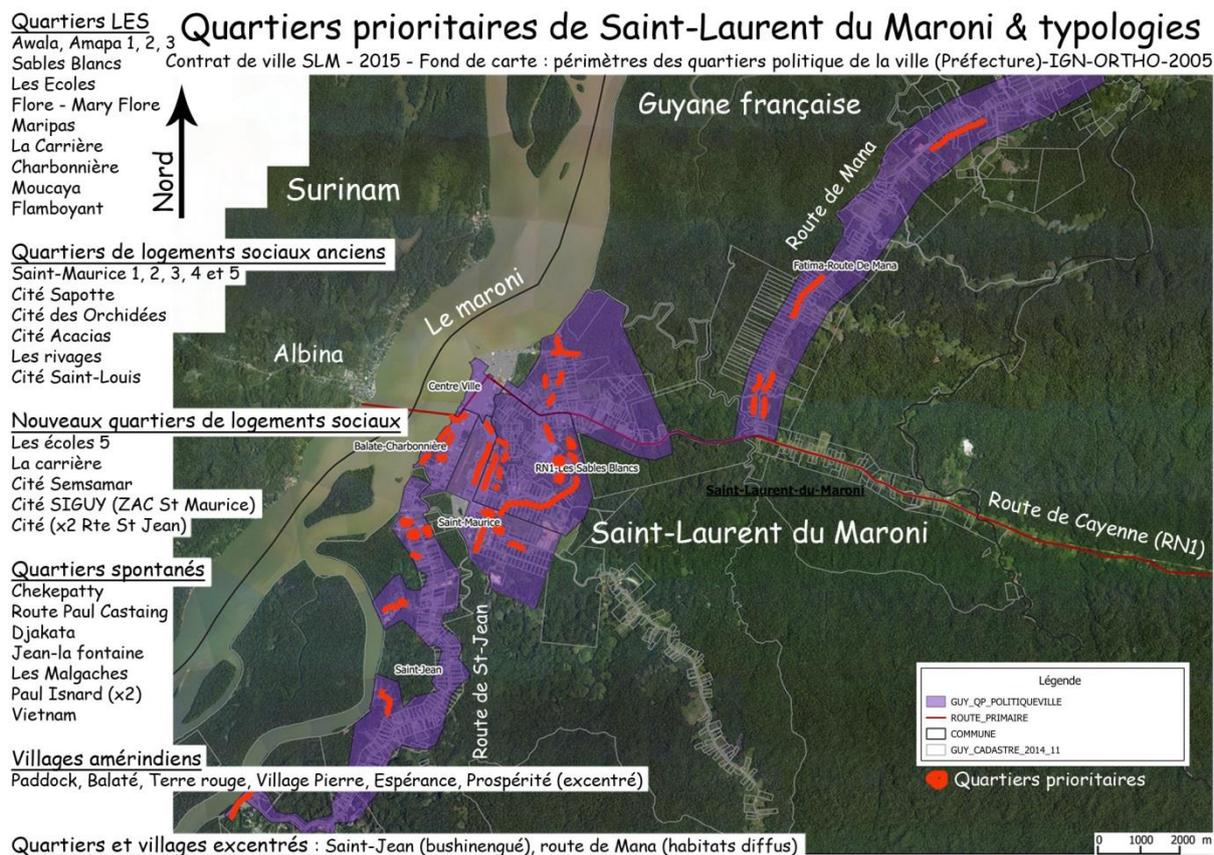
Annexes du contrat de ville 2015 – 2020
Saint-Laurent du Maroni

1. « Fiches quartier » à vocation évolutives (x 16)
2. Point méthodologique et compte-rendu des ateliers de quartiers-Diagnostic (x 23)
3. Point méthodologique et compte-rendu des ateliers thématiques-Diagnostic (x 4)
4. Liste des institutions et associations conviées et/ou présentes aux ateliers thématiques

Les « fiches quartiers »

L'élaboration de « fiches quartier » permet de faciliter la lecture du territoire. Elles se veulent évolutives et permettent d'aborder les problématiques locales des habitants tout en facilitant l'analyse comparative des besoins via la réalisation de comptes rendus des ateliers qui ont été menés en phase préparatoire du contrat de ville dans l'ensemble des quartiers.

Certains quartiers ont été regroupés sur la même fiche, au format « secteur » même si leur structure urbaine est différente (ex : quartier d'habitat spontané et quartiers de Logements Evolutifs Sociaux) puisque les différents sites sont interdépendants les uns des autres, en rapport aux équipements publics et de proximité par exemple, et/ou en lien à une cohérence sur le plan social et géographique.



Au total, les quartiers prioritaires sont habités par environ 28 576 personnes (soit approximativement 70% de la population recensée sur la commune et environ 50 % de la population totale réelle), pour un ratio de 66% d'habitants vivant dans des quartiers formels et 44% d'habitants vivant des quartiers d'habitat spontanés.

Ces estimations sont toutefois à nuancer puisque tous les quartiers de logements sociaux n'ont pas été inclus dans le comptage des fiches quartiers. Aussi, les listes des bailleurs sociaux n'ont pas été croisées aux données de terrain pour la réalisation de ce premier document de travail (le type de logement et leur taille – T3, T4, etc. n'est donc pas connu).

Le nombre d'habitants des quartiers estimé est issu d'un croisement des données Insee à l'IRIS et des données connues dans les principaux quartiers spontanés de la ville (Cf. Détail par « fiche quartier »).

Le nombre de logement estimé par site est issu d'un comptage minutieux réalisé par les adultes relais « médiateurs mairie », en avril 2015 et d'entretiens avec les chefs coutumiers des villages amérindiens. L'étendue de certains quartiers est telle, que ce comptage reste approximatif.

Secteur	Nom du quartier	Typologie de quartier					Nombre de logements estimés			Nombre d'habitants estimés		
		LES	QHS	PSL	HT	EXC	Formels	Spontanés	TOTAL	Quartiers formels	Quartiers spontanés	TOTAL
Sables Blancs	Awara	X					58		373	2 048		
	Amapa 1, 2, 3	X					160					
	Sables Blancs	X					106					
	La Carrière			X			49					
	Chekepatty Nord		X					409	515		3 090	
	Chekepaty Sud		X					106				
TOTAL								888			5 138	
Les Ecoles – « baka lycée »	Les Ecoles	X					198		802	4 058		
	Flore	X					72					
	Mary Flore	X					73					
	Maripa	X					43					
	Les Ecoles V			X			375					
	Cité Siguy (les Ecoles)			X			41					
	Vietnam		X					93	252		1 512	
	Jean la Fontaine		X					159				
TOTAL								1 054			5 570	
La Charbonnière	Les Barbeaux	X					156		355	1 793		
	Moucaya	X					54					
	Flamboyant	X					72					
	Cité Sapotte			X			73					
TOTAL								355			1 793	
Saint-Maurice - Paul-Isnard	Saint Maurice 1, 2			X			116		280	1 416		
	Saint-Maurice 3, 4, 5			X			164					
	Paul Isnard 1		X					428	510		3 060	
	Paul Isnard 2		X					47				
	A côté scierie Wolf		X					35				
TOTAL								790			4 476	

NB (Typologie de quartiers) : LES (Logements Evolutifs Sociaux) – QHS (Quartiers d'Habitat Spontanés) – PLS (Parc Locatif Social) – HT (Habitat Traditionnel) – EXC (Excentrés)

Secteur	Nom du quartier	Typologie de quartier					Nombre de logements estimés			Nombre d'habitants estimés			
		LES	QHS	PSL	HT	EXC	Formels	Spontanés	TOTAL	Quartiers formels	Quartiers spontanés	TOTAL	
Route Paul Castaing	Paul Castaing		X					171	270		1 620		
	Bois Canon		X					56					
	Djakata		X					43					
	Cité Semsamar			X			72		72	395			
TOTAL								342				2 015	
Centre-ville Sud	Acacias			X			66			620			
	Orchidées – glacière			X			81						
TOTAL								147				620	
Malgaches	Malgaches		X					280			2 226		
	Palton		X					17					
	Bibi		X					74					
TOTAL								371				2 226	
Route de St-Jean (hors privés)	Les rivages (SIGUY)			X			93			1 295			
	Cité SIGUY Est			X			91						
	Cité SIGUY Ouest			X			54						
	Cité Saint-Louis			X			18						
TOTAL								256				1 295	
Villages amérindiens	Paddock				X		204			800			
	Balaté				X		141						900
	Village Pierre				X		65						300
	Terre rouge				X		110						800
	Espérance				X	X	80						400
	Prospérité				X	X	60						300
TOTAL								660				3 500	
Villages - quartiers excentrés	Village Saint-Jean		X		X	X		89			543		
	Carrefour Margot		X		X	X		162					1 400
TOTAL								251				1 943	
SOUS TOTAL GLOBAL							3 070	2 044	5 514	16 096	12 480	28 576	

Secteur des Sables Blancs et Chekepatty

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Lotissements Awara, Amapa 1, 2 et 3, Lotissement des Sables Blancs, La Carrière, Chekepatty

Délimitation quartier prioritaire : RN1 - Les sables blancs – IRIS n°0106 - code quartier : QP973030

Chiffres clés

Nombre de logements estimés¹ :

- Awara (58), Amapa 1 et 3 (116), Amapa 2 (44), Les Sables blancs (106) soit 324 LES (Logements Evolutifs Sociaux), La Carrière (49 logements locatifs sociaux) soit 373 logements formels.
- Chekepatty Nord (409), Chekepatty Sud (106) soit 515 habitats spontanés. On constate une croissance extrêmement forte car 304 logements étaient comptabilisés en mai-juin 2013 dans le même quartier (soit 164% de logements en plus en moins de 2 ans).
- TOTAL de 888 logements environ.

Nombre d'habitants estimés² :

- 2 048 personnes dans les quartiers formels (5,49 personnes par ménage en moyenne)
- 3 090 personnes dans les quartiers spontanés (6 personnes par ménage en moyenne)
- TOTAL de 5 138 personnes estimées.

Jeunesse de la population³ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 32,9 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.
- Dans le quartier d'habitat spontané (QHS) de Chekepatty, 60 % de la population avait moins de 15 ans en 2013 et les moins de 25 ans représentaient 75 % de la population totale (population légale et en situation d'irrégularité administrative confondues).

Taux d'activité et chômage⁴ :

- 23,5 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 82 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation :

- Lotissements de logements évolutifs sociaux (LES),
- Secteurs d'habitats spontanés (3 secteurs distincts),
- Parc social locatif,
- Habitat privé (plus au nord du site)

¹ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

² Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels) et des données issues des enquêtes de terrain réalisées entre 2013 – 2014 par le Gret dans les quartiers d'habitat spontané.

³ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009 et rapports d'enquêtes issus de l'étude : *Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontané*, en appui à la Commune de Saint-Laurent du Maroni, Gret, DEAL 973, 2013-2014

⁴ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Particularités urbaines du site :

- Quartiers résidentiels, présence d'importantes infrastructures scolaires et à contrario totalement dépourvus d'équipements publics et de proximité,
- Mixité des standards d'urbanisation : quartiers anciens et partiellement dégradés : habitat et aménagement (LES), quartiers spontanés partiellement dégradés et sous/non équipés (en service de base (QHS), quartiers récents à fonction exclusivement résidentielle et dépourvus d'équipements publics et de proximité (logements sociaux).

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

- Proximité avec la futur ZAC Saint-Maurice : éviction et démolition des quartiers d'habitat spontané installés sur le périmètre de la ZAC ou amélioration et consolidation des quartiers et des logements situés en frange des quartiers LES et sur la ceinture de ZAC (à l'étude),
- Proximité directe du futur hôpital (en construction – ouverture prévue en 2017)
- Construction en cours d'un nouveau lycée (capacité d'effectif très important estimé entre 1 700 et 1 900 élèves).
- Construction d'un nouveau quartier de logement locatif social

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : deux écoles maternelles, une école élémentaire, 2 collèges et un lycée

Equipements sportifs : Un terrain de foot (mais pas conforme aux normes pour compétitions)

Equipements liés à la santé : pôle médico psychologique

Equipements sanitaires / de base : Deux bornes fontaines sont implantées au sud du quartier de Chekepatty, le long de la route Paul Castaing.

Equipements de proximité : une maison de quartier mais délabrée et inutilisable en l'état

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : présence d'un espace non construit à usage de terrain de jeu (foot) par les habitants dans le quartier de Chekepatty (« baka olo » appellation des habitants)

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant sur le quartier :

- Ouest-Union : manifestations sportives, sociales, culturelles et sportives
- Duracel : manifestation musicale
- Lit A Faya : à compléter

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier : eau de vie (Dandilo)

Institutions locales installées dans le quartier : Centre d'hébergement d'urgence (CHRS – CCAS)

Personnes ressources :

La structure économique

Commerces et services de proximité : 2 épiceries en libre-service, une boulangerie, environ une dizaine de petits commerces informels situés dans les logements (LES et QHS).

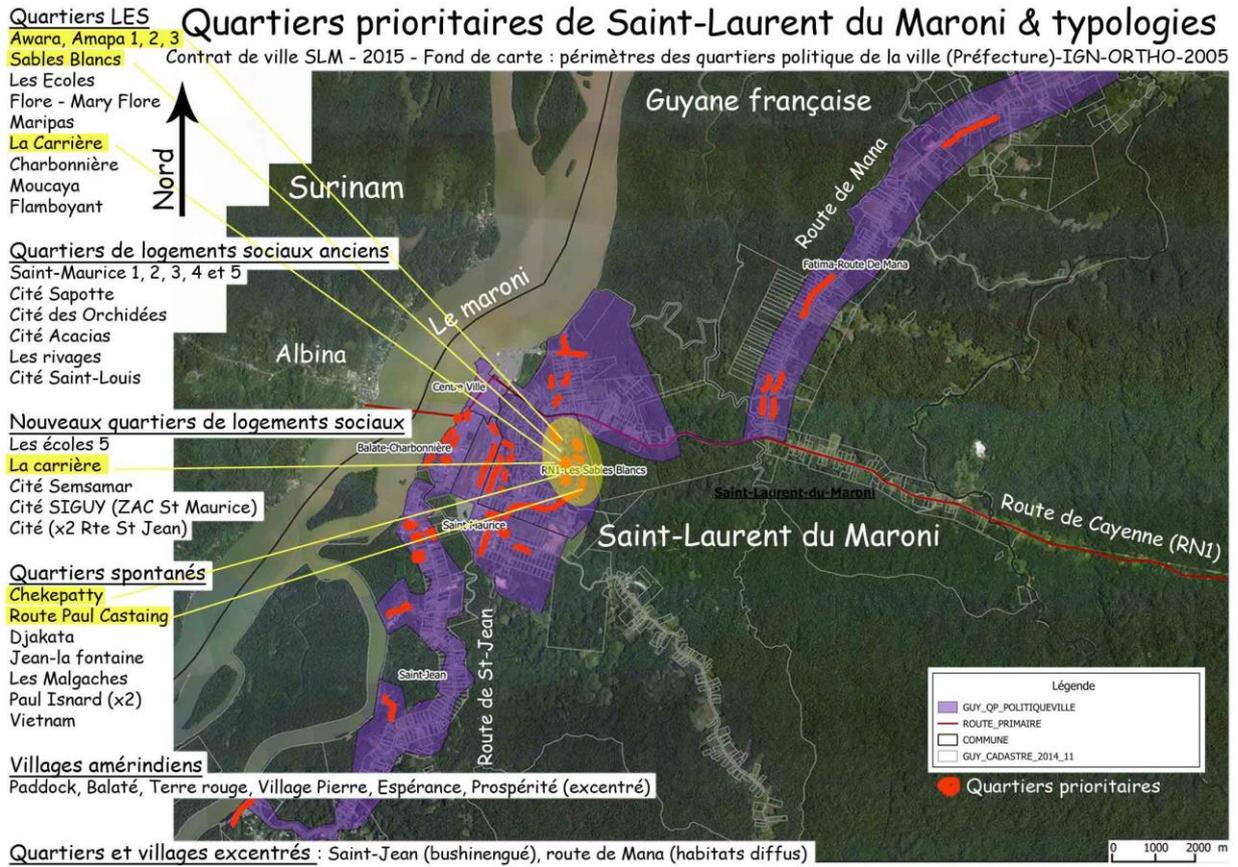
Points logistiques

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Ecole Jacques VOYER, terrain de foot baaka olo, Chekepatty (devant chez Bané)

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes (?)...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes d'accès)...



Secteur des Ecoles – « Baka Lycée »

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Lotissement les écoles, Flore, Mary Flore, Les Laurentides, Maripa, Vietnam, les écoles 5, logements sociaux SEMSAMAR, quartiers Jean la Fontaine, Djakarta

Délimitation quartier prioritaire : RN1 - Les sables blancs / IRIS n°0106 et 0104 - code quartier : QP973030 (qui englobe toute la bordure de la ZAC Ouest, donc tous les quartiers en partie) et Saint-Maurice / code quartier : QP973032

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁵ :

- Lotissement : les Ecoles (198), Flore (72), Maryflore (73), Maripa (43) soit 386 LES (Logements Evolutifs Sociaux), les Ecoles 5 (375 logements locatifs sociaux), bâtiments SIGUY Les écoles (41) soit 802 logements formels (dont 416 logements locatifs sociaux)
- Vietnam (93) et Jean la Fontaine (159) soit 252 habitats spontanés
- TOTAL de 1 054 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁶ :

- 4 058 personnes dans les quartiers formels (5,06 personnes par ménage en moyenne)
- 1 512 personnes dans les quartiers spontanés (6 personnes par ménage en moyenne).
- TOTAL de 5 570 personnes estimées.

Jeunesse de la population⁷ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 28,5 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.
- Dans le quartier d'habitat spontané (QHS) de Jean la Fontaine, 54 % de la population avait moins de 15 ans en 2012 et les moins de 25 ans représentaient 75 % de la population totale (population légale et en situation d'irrégularité administrative confondues).

Taux d'activité et chômage⁸ :

- 33,4 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 69,6 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Lotissements de logements évolutifs sociaux (LES), secteurs d'habitats spontanés (1 quartier et 3 groupes), parc social locatif, habitat privé et lotissements (plus au nord du site)

Particularités urbaines du site : quartiers résidentiels et présence d'importantes infrastructures scolaires, mixité des standards d'urbanisation : quartiers anciens et partiellement dégradés : habitat et aménagement (LES), quartiers spontanés partiellement dégradés et sous équipés (voire non) en service de base (QHS), quartiers récents à fonction exclusivement résidentielle et dépourvus d'équipements publics et de proximité (logements sociaux), résidence fermée et sécurisée (logements privés).

⁵ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

⁶ Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels) et des données issues des enquêtes de terrain réalisées entre 2013 – 2014 par le Gret dans les quartiers d'habitat spontané.

⁷ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009 et rapports d'enquêtes issus de l'étude : *Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée*, en appui à la Commune de Saint-Laurent du Maroni, Gret, DEAL 973, 2013-2014

⁸ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) : proximité avec la futur ZAC Saint-Maurice : démolition programmée de l'habitat spontané rue Jean-la-Fontaine pour un relogement via un projet d'aménagement alternatif (quid des nouveaux arrivants et quid de la réalisation du projet ?), insertion en partie du quartier à la zone franche urbaine (ZFU) et proximité directe (en partie Sud) avec la future Zone d'Activité Economique (ZAE)

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : 2 écoles maternelles, 3 écoles élémentaires, 2 collèges et un lycée, un bureau de poste, pôle emploi, PRE

Equipements sportifs : 1 plateau sportif école5

Equipements liés à la santé : 3 Cabinets de médecin libéral, 1 infirmière libérale

Equipements sanitaires / de base : Non

Equipements de proximité : une régie des quartiers (située lotissement Les écoles)

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : une piste sportive appropriée par les jeunes le long de l'aérodrome

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier :

Na Wi Mo Doe : manifestation culturelle

Avalanche : à compléter

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier : église pentecôtiste (JLF), église brésilienne

Institutions locales installées dans le quartier : l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique), EVE,....

Personnes ressources : voir la fiche

La structure économique

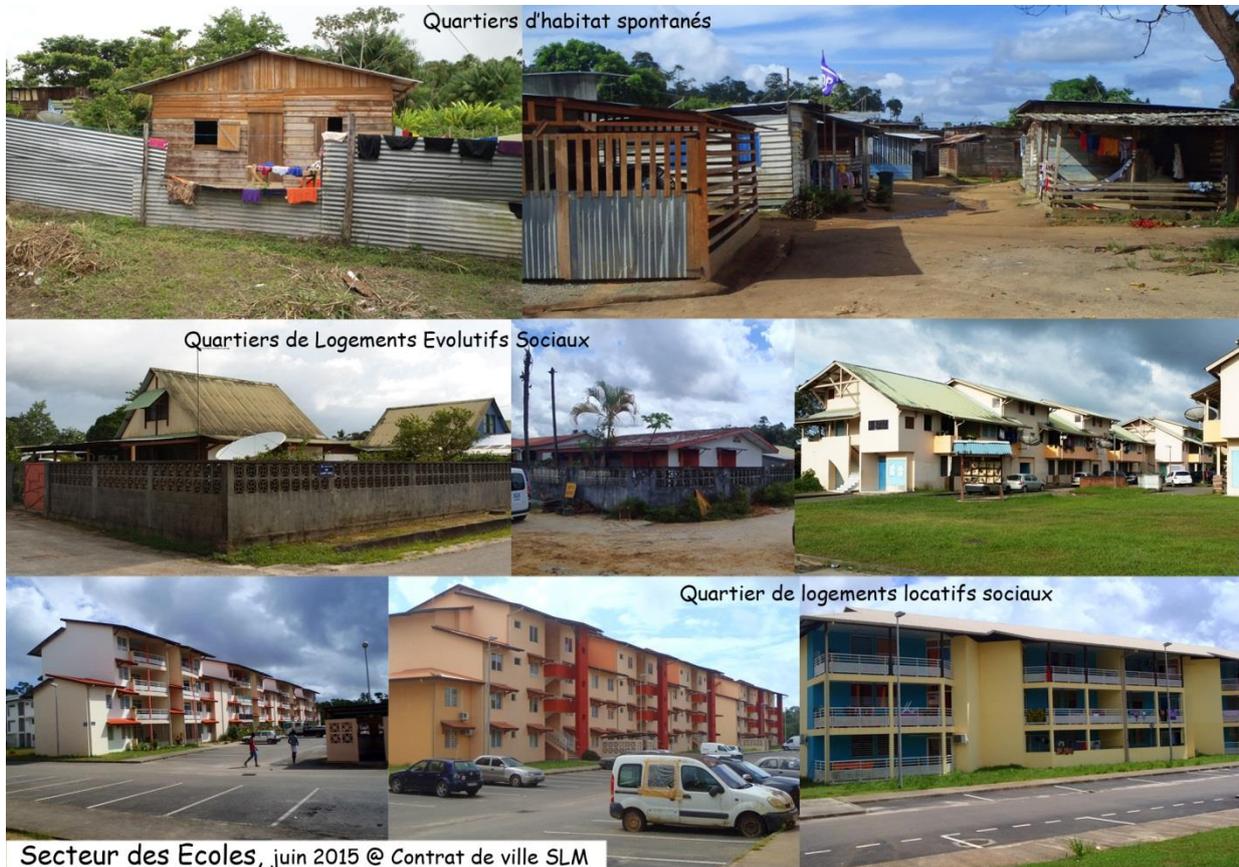
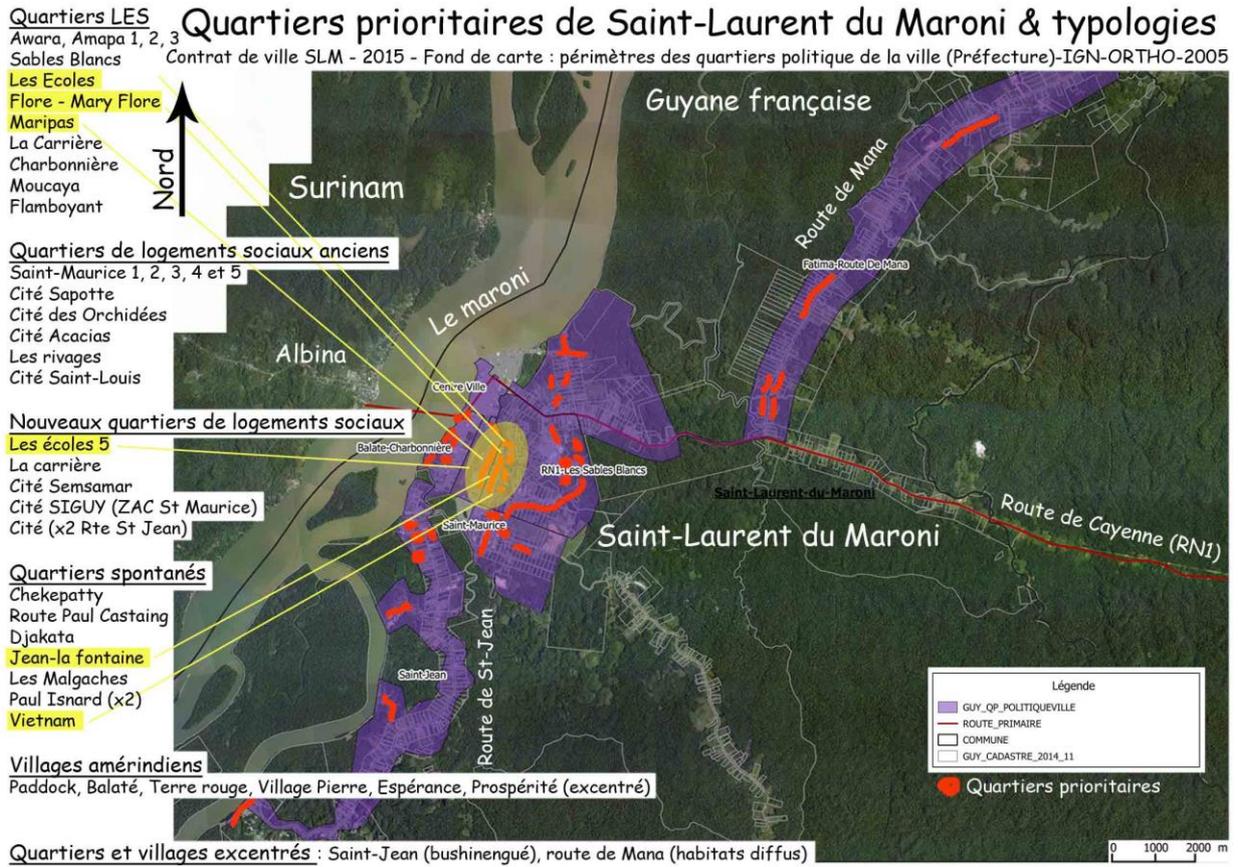
Commerces et services de proximité : 4 épiceries en libre-service, une pharmacie, une boulangerie, 1 dizaine de petits commerces informels situés dans les logements (LES et QHS), auto-école, 1 cyber-base, 1 artisan Mr BAKAMAN, 1 société SGDG, 1 Pizzeria

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts : le préau école Symphorien, le parking de l'école Symphorien

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes d'accès)...



Secteur de la Charbonnière

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Cité Flamboyant, cité Moucaya, cité Sapote, les Bardeaux, résidence écomax

Délimitation quartier prioritaire D : Balaté – Charbonnière – IRIS n°0103 (de Super U à la Résidence Sapote)

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁹ :

- Lotissement : les Bardeaux - Charbonnière (156), Moucaya (54), Flamboyant (72), Sapote (73) soit 355 LES (Logements Evolutifs Sociaux),
- TOTAL de 355 logements environ.

Nombre d'habitants estimés¹⁰ :

- 1 793 personnes dans les quartiers formels (5,05 personnes par ménage en moyenne)
- TOTAL de 1 793 personnes estimées.

Jeunesse de la population¹¹ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 31,3 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage¹² :

- 38,3 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 73 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec précaution car l'IRIS comprend deux quartiers aux problématiques économiques et sociales relativement différentes (Charbonnière – Balaté).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : LES, Parc locatif et habitat privé

Particularités urbaines du site : Quartier résidentiel et présence d'infrastructure scolaire.....

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Aménagement des berges, réhabilitation des maisons en bardeaux, NPRU

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire : 1 école élémentaire primaire

Equipements sportifs : 1 terrain de foot et 1 plateau sportif

Equipements liés à la santé : 1 cabinet d'ostéopathe, 1 sage-femme, 1 médecin, 1 pharmacie

Equipements sanitaires / de base :

⁹ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

¹⁰ Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels).

¹¹ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

¹² Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Equipements de proximité : Salle polyvalente, Carbet de cérémonie (funéraire), Le Bac international, la PAF (Police Aux Frontières)

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : Terrain de foot sur la plage (les bardeaux)

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier :

ASCO :

Respeki :

A SA JAPI : œuvre dans le social et l'éducation. Défense des droits sociaux

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier : église catholique, Jéhovah, 2 autres églises

Institutions locales installées dans le quartier : CCIG en frange Est (reculée)

Personnes ressources :

La structure économique

Commerces et services de proximité : 5 garages, 2 librairies services, 7 restaurants formels, 1 boulangerie, une boutique vêtements, 1 vingtaine de restaurants informels, 7 entreprises, des appartements de luxes, 2 cabinets (comptable et avocat), 3 vendeurs de voitures, 2 bureaux d'écrivains publics, 7 grands magasins

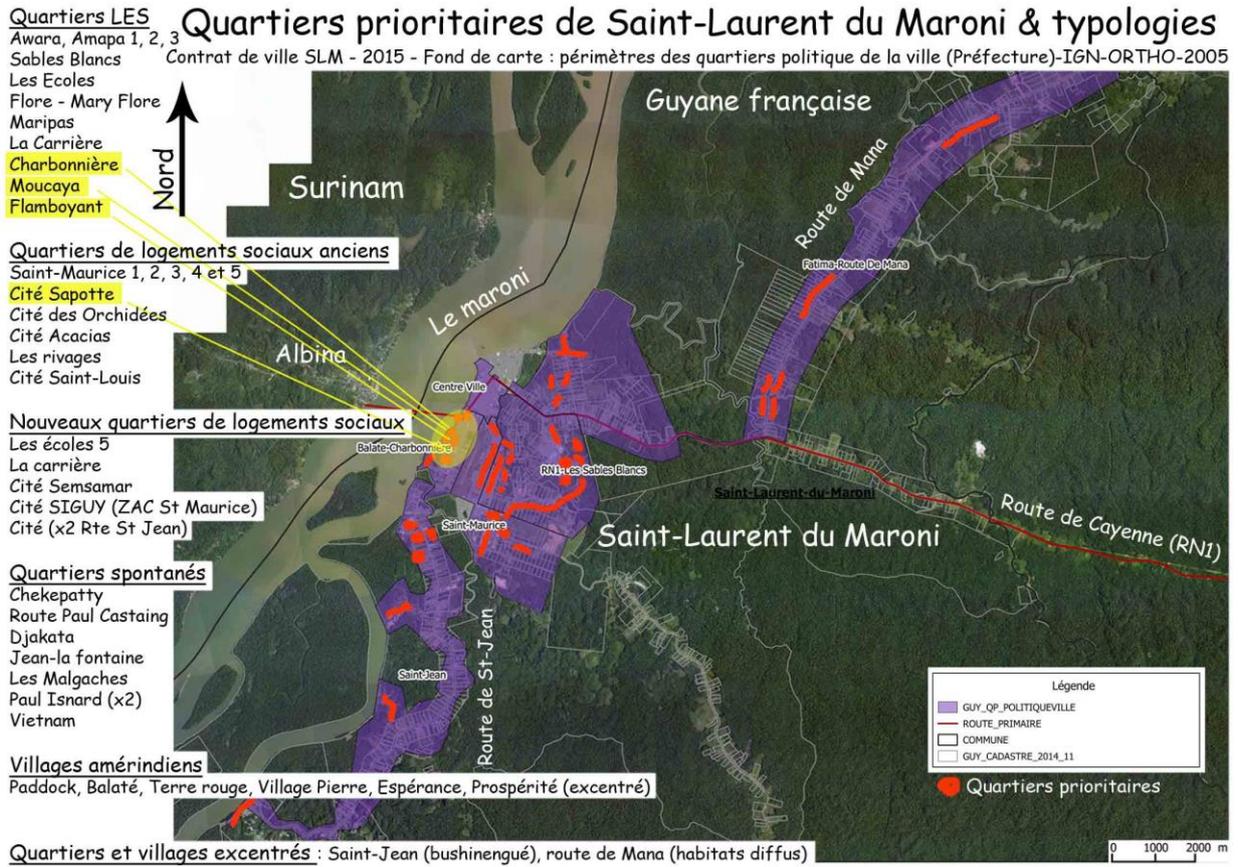
Points logistiques

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

La salle polyvalente, l'école et le terrain de foot

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes d'accès...) Difficulté à rassembler les habitants (aucune piste d'explication actuellement).



Secteur de Paul Isnard – Saint Maurice

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Résidence Hameaux - ancien Lac-Bleu, Résidence St-Maurice 1 et 2, 3 et 4, les quartiers d'habitat spontané

Délimitation quartier prioritaire : Saint-Maurice – IRIS n°0104 (du carbet artisanal à Paul Isnard)

Chiffres clés

Nombre de logements estimés¹³ :

- Quartiers logements sociaux : cités Saint-Maurice 1 et 2 (116), Cités Saint-Maurice 3, 4 et 5 (164) soit 280 logements locatifs sociaux
- Quartiers d'habitat spontané : Paul Isnard - terrain privé – face à l'église (428), Paul Isnard - foncier municipal – à côté de l'église (47), quartier à côté de la scierie Wolf (35) soit 510 habitats spontanés
- TOTAL de 790 logements environ.

Nombre d'habitants estimés¹⁴ :

- 1 416 personnes dans les quartiers formels (5,06 personnes par ménage en moyenne)
- 3 060 personnes dans les quartiers spontanés (6 personnes par ménage en moyenne).
- TOTAL de 4 476 personnes estimées.

Jeunesse de la population¹⁵ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 28,5 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.
- Nous n'avons pas de données précises concernant l'âge de la population dans les quartiers spontanés de Paul Isnard car aucune enquête précise n'a été réalisée sur ces sites. Cependant compte-tenu des données que nous possédons sur quatre des plus gros quartiers spontanés de SLM, nous pouvons penser que le taux des moins de 15 ans et 25 ans est également extrêmement élevé dans ces quartiers spontanés (jusqu'à 78% des habitants ont moins de 25 ans dans certains quartiers spontanés).

Taux d'activité et chômage¹⁶ :

- 33,4 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 69,6 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Lotissements de logements évolutifs sociaux (LES), secteurs d'habitats spontanés, parcs social locatif, habitat privé

Particularités urbaines du site : quartier résidentiel, présence d'infrastructures scolaires, habitat et aménagement LES, quartiers spontanés partiellement dégradés et sous équipés en service de base,

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) : démolition probable des quartiers d'habitat spontané installés sur le long de la piste Paul Isnard

¹³ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

¹⁴ Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels) et des données issues des enquêtes de terrain réalisées entre 2013 – 2014 par le Gret dans les quartiers d'habitat spontané.

¹⁵ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009 et rapports d'enquêtes issus de l'étude : *Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée*, en appui à la Commune de Saint-Laurent du Maroni, Gret, DEAL 973, 2013-2014

¹⁶ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire : 1 école maternelle, 1 collège

Equipements sportifs : non

Equipements liés à la santé : 1 magasin d'équipement médical

Equipements sanitaires / de base : 4 bornes fontaines

Equipements de proximité : non

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : Le terrain près de l'église, le préau de la résidence St-Maurice

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier : /

Structures religieuses installées dans le quartier : 5 églises

Institutions locales installées dans le quartier : /

Personnes ressources : /

La structure économique

Commerces et services de proximité : 1 artisan, 1 libre-service, 1 hôtel, 1 carbet artisanal, 1 rhumerie (entreprise Prévôt), la scierie, L'entreprise Villeronce, Climatec, 1 quinzaine de petits commerces informels

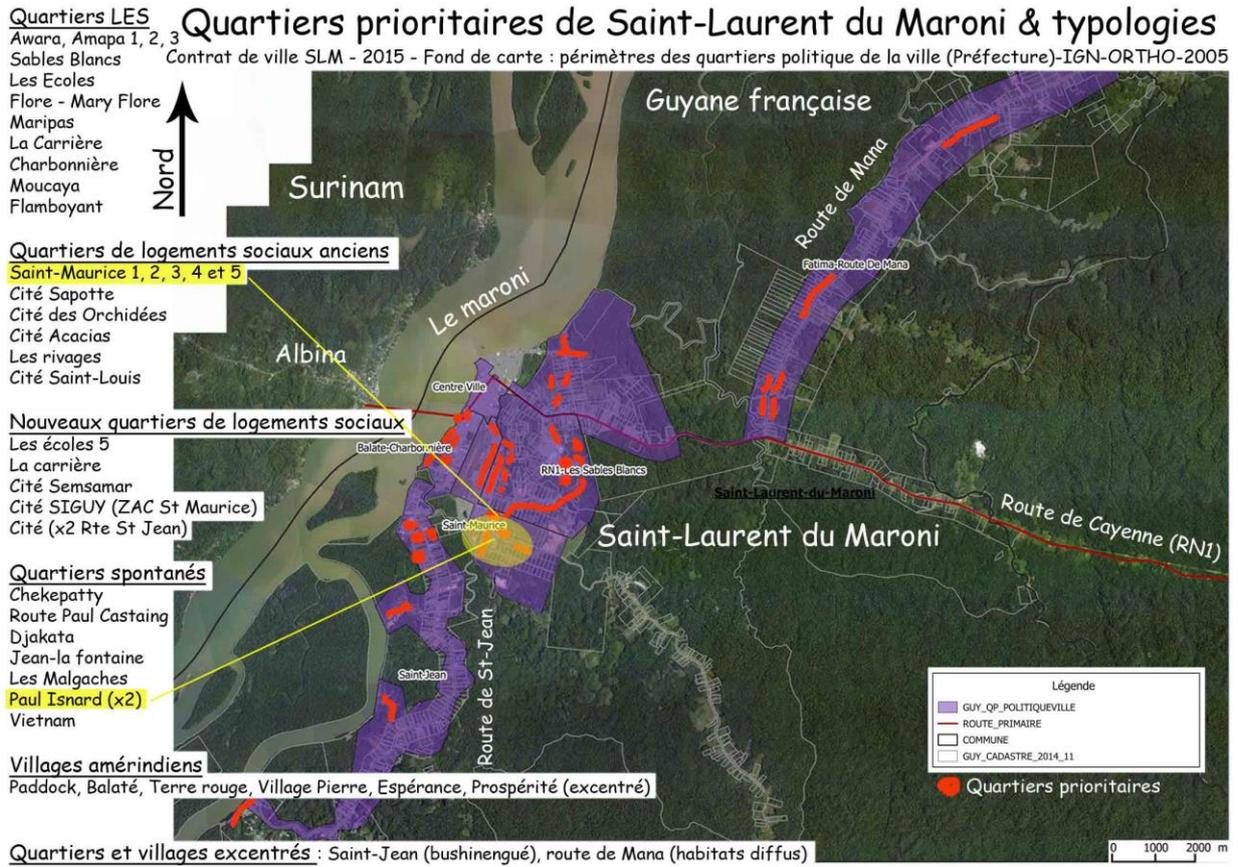
Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Le carbet de la résidence St-Maurice, le terrain près de l'église à Paul Isnard

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes d'accès...)



Secteur - Paul Castaing Est et Ouest

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Paul Castaing, Bois Canon, Lotissement Semsamar et Djakata

Délimitation quartier prioritaire : Rn1 – Les Sables Blancs – IRIS n°0106

Chiffres clés

Nombre de logements estimés¹⁷ :

- Route Paul Castaing (171), Bois Canon (56), Djakata (43) soit environ 270 habitats spontanés
- Cité Semsamar (72 logements locatifs sociaux)
- TOTAL de 342 logements environ (hors habitats formels privés).

Nombre d'habitants estimés¹⁸ :

- 395 personnes dans les quartiers formels (5,49 personnes par ménage en moyenne)
- 1 620 personnes dans les quartiers spontanés (6 personnes par ménage en moyenne).
- TOTAL de 2 015 personnes estimées.

Jeunesse de la population¹⁹ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 32,9 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.
- Dans les quartiers d'habitat spontané (QHS) de Paul Castaing et de Djakata, 57 et 60 % de la population avait moins de 15 ans en 2013 et les moins de 25 ans représentaient 71 et 78 % de la population totale (population légale et en situation d'irrégularité administrative confondues).

Taux d'activité et chômage²⁰ :

- 23,5 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 82 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : secteurs d'habitats spontanés, habitats privés, nouvelle cité (semsamar) de logements locatifs sociaux

Particularités urbaines du site : quartiers spontanés partiellement dépourvus d'équipements publics et totalement d'équipements de proximité. Certains quartiers sont situés très proche des secteurs Sables Blancs et Baka Lycée – Saint-Maurice

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) : proximité avec la ZAC Saint-Maurice et habitats implantés sur le site de la ZAC

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire : Non

Equipements sportifs : Non

¹⁷ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

¹⁸ Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels) et des données issues des enquêtes de terrain réalisées entre 2013 – 2014 par le Gret dans les quartiers d'habitat spontané.

¹⁹ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009 et rapports d'enquêtes issus de l'étude : *Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée*, en appui à la Commune de Saint-Laurent du Maroni, Gret, DEAL 973, 2013-2014

²⁰ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Equipements liés à la santé : Non

Equipements sanitaires / de base : Non

Equipements de proximité : Non

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : Plusieurs terrains vagues, défrichés et entretenus par les habitants

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier : /

Structures religieuses installées dans le quartier : /

Institutions locales installées dans le quartier : /

Personnes ressources : voir la fiche

La structure économique

Commerces et services de proximité : 1 dizaine de petits commerces informels

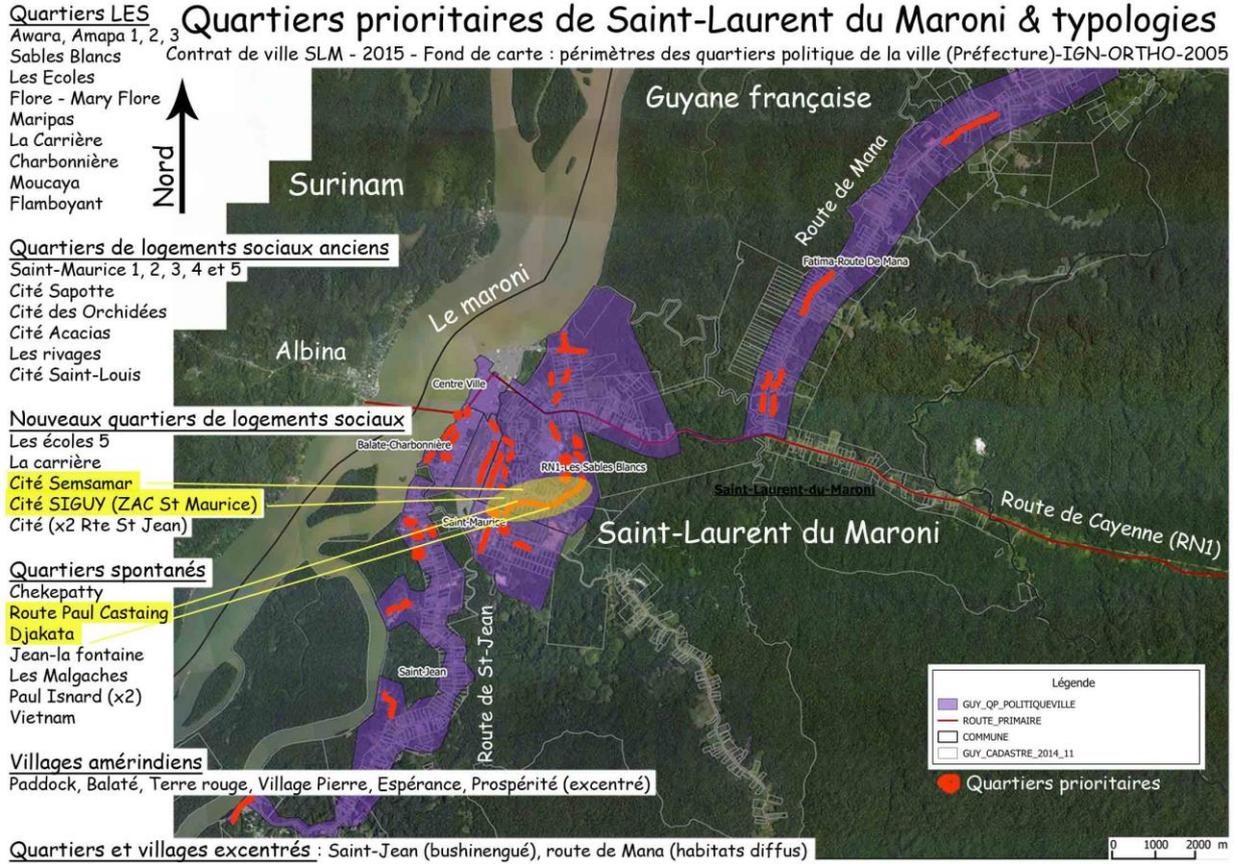
Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Le terrain de foot de Mme Millie

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...



Secteur des Malgaches

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Les Malgaches, Makatal - Bibi / Palton

Délimitation quartier prioritaire : Fatima – Route de Mana – IRIS n°0107

Chiffres clés

Nombre de logements estimés²¹ :

- Quartiers d'habitat spontané : Les Malgaches (280), Palton (17), Bibi (74), soit 371 habitats spontanés
- TOTAL de 371 logements environ.

Nombre d'habitants estimés²² :

- 2 226 personnes dans les quartiers spontanés (6 personnes par ménage en moyenne).
- TOTAL de 2 226 personnes estimées.

Jeunesse de la population²³ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,3 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.
- Selon une étude réalisée sur le quartier par l'EPAG en 2013-2014, un tiers des habitants du quartier aurait moins de 25 ans.

Taux d'activité et chômage²⁴ :

- 35,1 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 83,5 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : habitats spontanés, habitats privés

Particularités urbaines du site : quartiers spontanés et résidentiels dépourvus d'équipements publics et de proximité

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) : proximité avec la futur GAC

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire : non

Equipements sportifs : non

Equipements liés à la santé : non

Equipements sanitaires / de base : 2 bornes fontaines

Equipements de proximité : non

²¹ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

²² Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels) et des données issues des enquêtes de terrain réalisées entre 2013 – 2014 par le Gret dans les quartiers d'habitat spontané.

²³ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009 et *Diagnostic socio-économique des ménages et de l'état des constructions, village des Malgaches*, EPAG, 2013 – 2014.

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : 1 terrain de foot

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts aucun

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier : non

Structures religieuses installées dans le quartier : 5 églises

Institutions locales installées dans le quartier : aucun

Personnes ressources : /

La structure économique

Commerces et services de proximité : 1 dizaine de petits commerces informels

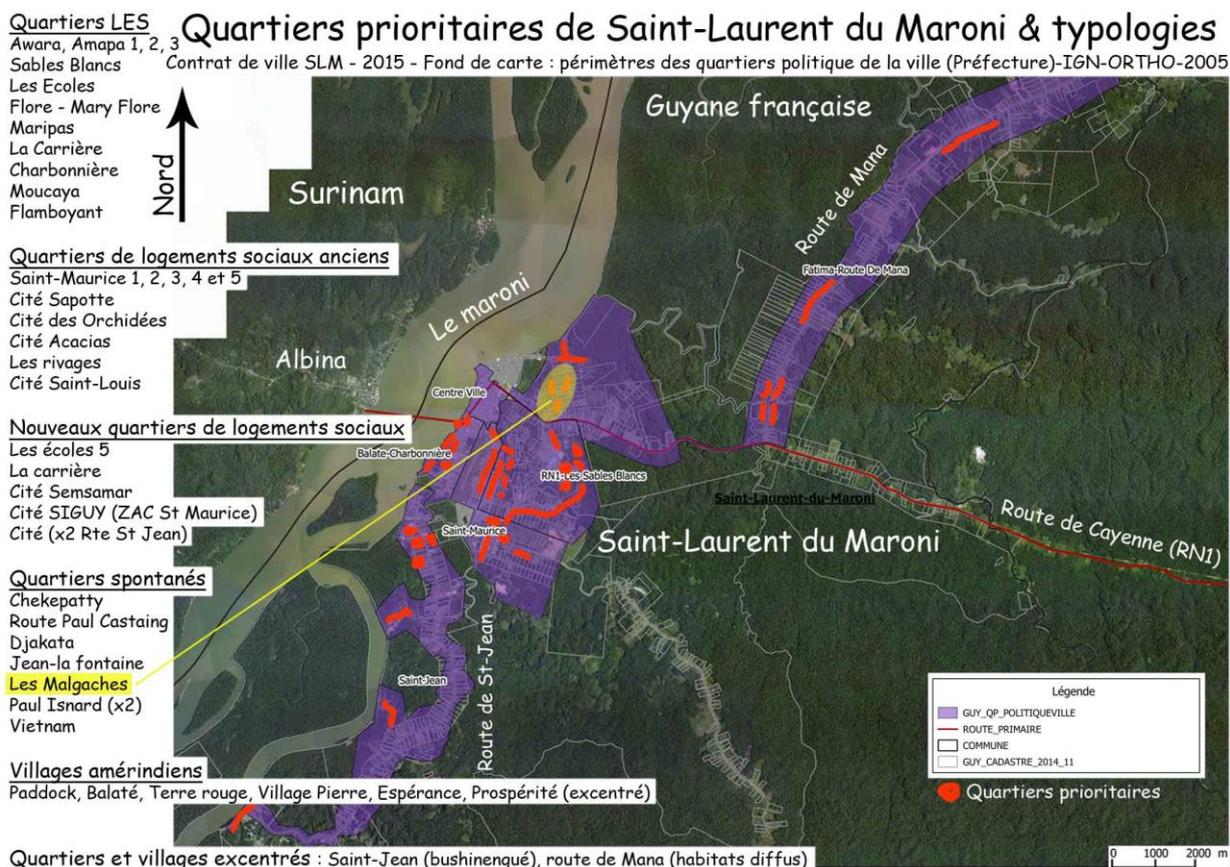
Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Le terrain de foot

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes d'accès). Accès un peu difficile pour atteindre le terrain de foot (nids de poule)...



Secteur centre-ville (sud)

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Quartiers Acacias, Les orchidées, la Glacière

Délimitation quartier prioritaire : Centre-ville. IRIS n°0102

Chiffres clés

Nombre de logements estimés²⁵ :

- Cités de logements sociaux : cité Acacias (66), Cité Orchidées – la Glacière (81) soit 147 logements sociaux
- Quartier d'habitat privé à côté d'Acacias (32)
- TOTAL de 179 logements environ.

Nombre d'habitants estimés²⁶ :

- 620 personnes dans les quartiers formels (3,46 personnes par ménage en moyenne)
- TOTAL de 620 personnes estimées.

Jeunesse de la population²⁷ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 24 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage²⁸ :

- 27,1 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 39,7 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Cité de logements sociaux (type lotissement et à étage), habitat privé

Particularités urbaines du site : centre-ville et proche des commerces, proximité avec la zone du port de l'Ouest

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) : périmètre NPRU (en partie)

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire : à compléter : une école élémentaire + maternelle ?

Equipements sportifs : ?

Equipements liés à la santé : Non **Equipements de proximité :** à compléter : plusieurs Libres services (rue principale), une crèche, plusieurs commerces informels, une maison de quartier cité Acacias, plusieurs associations dans le secteur et locaux associatifs

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) : la Glacière : transport de personnes (pirogues et taxis co)

²⁵ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

²⁶ Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels).

²⁷ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

²⁸ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier : /

Structures religieuses installées dans le quartier : /

Institutions locales installées dans le quartier : /

Personnes ressources : /

La structure économique

Commerces et services de proximité : aux alentours

Points logistique

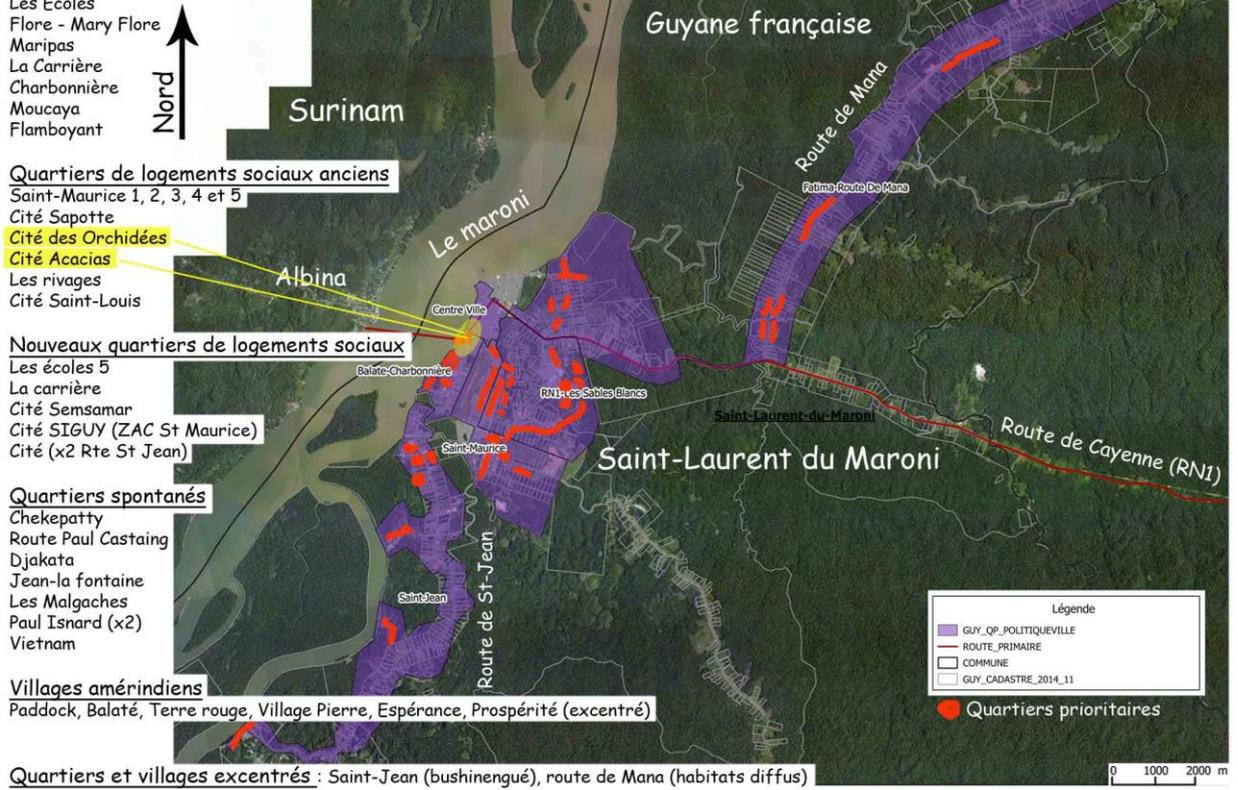
Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...

Quartiers prioritaires de Saint-Laurent du Maroni & typologies

Contrat de ville SLM - 2015 - Fond de carte : périmètres des quartiers politique de la ville (Préfecture)-IGN-ORTHO-2005



Village amérindien de Paddock

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Paddock, Paradis, Jérusalem, Dallas

Délimitation quartier prioritaire : Fatima – Route de Mana – IRIS n°0107

Chiffres clés

Nombre de logements estimés²⁹ :

- Paddock (100), Dallas (13), Brolu Passi (4), Allée de Paradis (62), Allée de Jérusalem (25)
TOTAL de 204 logements environ.

Nombre d'habitants estimés³⁰ :

- TOTAL de 800 personnes estimées (soit environ 3,9 personnes par logements contre 4,3 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population³¹ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,3 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage³² :

- 35.1 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 83,5 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Village amérindien traditionnel (gestion collective de l'espace)

Particularités urbaines du site : Village situé près du fleuve

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : Non – école aux Cultures à proximité

Equipements sportifs : Oui, terrain de foot

Equipements liés à la santé : Non, mais proche du quartier officiel

Equipements de proximité : un ou deux revendeurs de produits de base

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) :

3 églises : catholique, adventiste, évangéliste

La structure sociale

1 chef coutumier, 2 associations

²⁹ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

³⁰ L'estimation du nombre d'habitants des villages amérindiens a été réalisée par un agent du service contrat de ville, via des entretiens croisés avec les chefs coutumiers et la police municipale de SLM, en avril 2015.

³¹ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : à compléter

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier : idem

Structures religieuses installées dans le quartier : idem

Institutions locales installées dans le quartier :

Passage du bibliobus 2 fois par mois

Personnes ressources :

La structure économique

Commerces et services de proximité :

1 restaurant, 2 rotis shop, 5 pêcheurs, 1 atelier menuiserie, 2 snacks, 1 boulanger (petits pains), 1 atelier d'artisanat, 1 travailleur de petits travaux, 5 piroguiers (transport de personnes)

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...

Vie du village

Animations : Péricolaire : cadre PRE- Ateliers « Tissage de perles, confection de costumes traditionnels, 7 abattis

Village amérindien de Balaté

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Allée des Corossols, Allée des Goyaves, Allée des Amazones, Allée des Maripas, Rue des Maripas, Rue de Balaté

Délimitation quartier prioritaire : Balaté – Charbonnière. IRIS n°0103

Chiffres clés

Nombre de logements estimés³³ :

- Balaté (120), Martin Kondré (21)
- TOTAL de 141 logements environ.

Nombre d'habitants estimés³⁴ :

- Balaté (800), Martin Kondré (100–105)
- TOTAL de 900 personnes estimées (soit environ 6,4 personnes par logements contre 5,05 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population³⁵ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 31,3 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage³⁶ :

- 38,3 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 73 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec précaution car l'IRIS comprend deux quartiers aux problématiques économiques et sociales relativement différentes (Charbonnière – Balaté).

Structure urbaine

Types d'urbanisation : Village amérindien traditionnel (gestion collective de l'espace)

Propriété foncière de l'association Hanaba Lokono

Particularités urbaines du site : Situé près du fleuve Maroni et de la crique Balaté

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Village péri-urbain (encerclé par les cités urbaines)

Proximité de la caserne des pompiers et de la police aux frontières

³³ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

³⁴ L'estimation du nombre d'habitants des villages amérindiens a été réalisée par un agent du service contrat de ville, via des entretiens croisés avec les chefs coutumiers et la police municipale de SLM, en avril 2015.

³⁵ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

³⁶ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : 2 écoles maternelles, 1 école élémentaire, 1 groupe scolaire, 1 collège

Equipements sportifs : 1 terrain de football et 2 terrains volley officiels

Equipements liés à la santé :

Equipements de proximité : 1 Maison de quartier rénovée (co-gestion : Hanaba Lokono et la commune de SLM)

Lieux et espaces appropriés et (formels ou non) : Plusieurs espaces de baignade, Maroni et crique Balaté

Pas d'assainissement collectif, prévoir extension du réseau d'eau potable et d'électricité des foyers pour les nouvelles parcelles

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier :

1 chef coutumier, 1 Association Hanaba lokono gestionnaire du village Balaté et du village Washiba (zdu), 4 associations culturelles (chant et danse traditionnels)

1 association sportive et culturelle, 1 association sportive des vétérans, 1 association sportive junior, 2 associations sportives féminines (football)

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier : 1 église catholique

Institutions locales installées dans le quartier : Passage du bibliobus 2 fois par mois, Passage de la Croix rouge (vaccinations)

Personnes ressources :

La structure économique

Commerces et services de proximité :

Pointe Balaté : 1 Restaurant : "la Goélette", 1 Club Kanoé-kayak

Au village « Balaté » : 2 Epicerie, 3 Ventes ambulantes : pain, pizzas / repas diététiques, 4 Snacks (restaurations rapides), 2 Pizzerias (projets en cours), 3 points de vente informels : petites confiseries, 1 Electricien entrepreneur, 1 Pose et réparation climatisation (2 employés), 1 Entretien espaces verts entrepreneur, 1 point de ventes de fruits, légumes et plantes (en cours), 1 atelier de peinture 2 roues, 1 transporteur entrepreneur (1 femme)

Au village « Washiba » (zone d'abattis : zdu) : 37 abattis, 15 nouvelles demandes, 5 abattis extérieurs (terrains agricoles, route de Paul Isnard), 1 Exploitant forestier (14 employés dont 11 du village), 1 Scierie ambulante (en cours : 3 employés), 1 atelier de menuiserie (en projet : 2 employés), 1 plantation de vanille (en projet), 1 visite guidée d'abattis par an destinée aux touristes, Mise à disposition de notre sentier forestier au club Aslm pour le cross « les foulées de Balabushi » une fois par an

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place :

Problématiques particulières à prendre en compte : Incompatibilité de travail entre association gestionnaire et chef coutumier

Vie du village

Animations : Péricolaire : cadre PRE- Ateliers « vannerie », Championnat amérindien 2015 organisé par Afc de Balaté (football séniors) : participation de tous les villages de SIm

Demande du chef, des associations et des habitants :

- Site d'activité de mécanique (nuisances et pollutions) à traiter
- Point d'eau pour la chapelle et problème de chauves-souris
- Mobilier pour la salle polyvalente
- Mise aux normes du terrain de football
- Plateau multisport
- Aire de jeu
- Problème des berges : montée des eaux
- Problème de déchets : notamment devant la petite école maternelle
- Problème d'assainissement des maisons
- Espace saturé, plus de constructions possibles

Village amérindien dit « village Pierre »

Quartiers « vécus » et sous quartiers :

Délimitation quartier prioritaire : Saint-Jean – IRIS n°0105

Chiffres clés

Nombre de logements estimés³⁷ :

- TOTAL de 65 logements environ.

Nombre d'habitants estimés³⁸ :

- TOTAL de 300 personnes (entre 280 et 330) estimées (soit environ 4,6 personnes par logements contre 5,06 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population³⁹ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,7 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage⁴⁰ :

- 32,8 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 43,8 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec beaucoup de précaution car l'IRIS englobe des situations économiques et sociales très différentes puisque la route de Saint-Jean est également constituée d'un très grand parc de résidences individuelles privées, occupé de manière général par des personnes ayant un travail et des ressources relativement élevées (souvent des enseignants, personnel du CHOG, fonctionnaires).

La structure urbaine (fiche à compléter)

Types d'urbanisation :

Particularités urbaines du site :

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire :

Equipements sportifs :

Equipements liés à la santé :

Equipements de proximité :

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) :

³⁷ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

³⁸ L'estimation du nombre d'habitants des villages amérindiens a été réalisée par un agent du service contrat de ville, via des entretiens croisés avec les chefs coutumiers et la police municipale de SLM, en avril 2015.

³⁹ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

⁴⁰ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier :

Institutions locales installées dans le quartier :

Personnes ressources :

La structure économique

Commerces et services de proximité : une épicerie libre-service à la cité des rivages

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...

Village amérindien Terre-rouge

Quartiers « vécus » et sous quartiers :

Délimitation quartier prioritaire : Saint-Jean – IRIS n°0105

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁴¹ :

- TOTAL de 110 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁴² :

- TOTAL de 800 personnes estimées (soit environ 7,3 personnes par logements contre 5,06 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population⁴³ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,7 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage⁴⁴ :

- 32,8 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 43,8 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec beaucoup de précaution car l'IRIS englobe des situations économiques et sociales très différentes puisque la route de Saint-Jean est également constituée d'un très grand parc de résidences individuelles privées, occupé de manière général par des personnes ayant un travail et des ressources relativement élevées (souvent des enseignants, personnel du CHOG, fonctionnaires).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Village amérindien traditionnel (gestion collective de l'espace)

Particularités urbaines du site : Situé près du fleuve

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

ZDU pour trois villages : Village Pierre, Terre-rouge et Espérance

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : 1 groupe scolaire (maternelle et élémentaire)

Equipements sportifs : 1 terrain de football clôturé, 1 terrain de volley,

Equipements liés à la santé : non

Equipements sanitaires / de base : non

Equipements de proximité : 1 Maison de quartier équipé de tables / chaises + 1 carbet artisanal privé

⁴¹ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

⁴² L'estimation du nombre d'habitants des villages amérindiens a été réalisée par un agent du service contrat de ville, via des entretiens croisés avec les chefs coutumiers et la police municipale de SLM, en avril 2015.

⁴³ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

⁴⁴ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Lieux et espaces appropriés et (formels ou non) : 1 espace de baignade aménagé

Pas d'assainissement collectif, prévoir extension du réseau d'eau potable, d'électricité des foyers et de l'éclairage public

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier :

Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Une chef coutumière, 1 association sportive, 3 associations culturelles dont :

- Ass Kali'na Tapala (hébergement) – Responsable : Bénédicte Fjéké

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Groupe de sampula inter-villages kali'na

Structures religieuses installées dans le quartier : 1 église catholique

Institutions locales installées dans le quartier : Bibliobus passe 2 fois par mois

Personnes ressources :

2 contrats aidés (cui) mis à disposition par la commune pour l'entretien des espaces du village

La structure économique

Commerces et services de proximité : 1 épicerie, Hébergement, 1 petite pépinière (initiation à l'agriculture), Nombre d'abattis : ?, Petits commerces informels, 4 pêcheurs, 3 piroguiers

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place :

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique... Difficulté de mobiliser le matin car les habitants travaillent ou djobs, plus simple le samedi et dimanche ou APM.

Vie du village

Animations : Sportive : tournois organisés par l'association Kadawosin régulièrement, activités périscolaires Mairie, « costumes traditionnels, tissage de perles »

Demande du chef et des associations : Revoir la gestion de la salle polyvalente, Extension réseau d'eau et d'électricité, éclairage public, Amélioration des routes

1 projet de création d'un site touristique au village, 1 hébergement : carbet de passage

Village amérindien d'Espérance

Quartiers « vécus » et sous quartiers :

Délimitation quartier prioritaire : Saint-Jean – IRIS n°0105

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁴⁵ :

- TOTAL de 80 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁴⁶ :

- TOTAL de 400 personnes estimées (soit environ 5 personnes par logements contre 5,06 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population⁴⁷ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,7 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage⁴⁸ :

- 32,8 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 43,8 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec beaucoup de précaution car l'IRIS englobe des situations économiques et sociales très différentes puisque la route de Saint-Jean est également constituée d'un très grand parc de résidences individuelles privées, occupé de manière général par des personnes ayant un travail et des ressources relativement élevées (souvent des enseignants, personnel du CHOG, fonctionnaires).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Village amérindien traditionnel (gestion collective de l'espace)

Particularités urbaines du site : Situé près du fleuve

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

ZDU pour trois villages : Village Pierre, Terre-rouge et Espérance

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : 1 groupe scolaire élémentaire

Equipements sportifs : 1 terrain de football,

Equipements liés à la santé :

Equipements de proximité : 1 Maison de quartier hors d'usage, 1 carbet associatif pas achevé

Lieux et espaces appropriés et (formels ou non) : 1 espace de baignade

⁴⁵ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

⁴⁶ L'estimation du nombre d'habitants des villages amérindiens a été réalisée par un agent du service contrat de ville, via des entretiens croisés avec les chefs coutumiers et la police municipale de SLM, en avril 2015.

⁴⁷ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

⁴⁸ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Pas d'assainissement collectif, prévoir extension du réseau d'eau potable, d'électricité des foyers et de l'éclairage public

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier :

Un chef coutumier, 3 associations sportives et culturelles :

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier : Groupe de sampula inter-villages kali'na

Structures religieuses installées dans le quartier : 1 église catholique

Institutions locales installées dans le quartier : Passage du bibliobus 2 fois par mois, Passage de la Croix rouge (vaccinations)

Personnes ressources :

2 contrats aidés (cui) mis à disposition par la commune pour l'entretien des espaces du village, 1 contrat aidé (cui) mis à disposition par la commune pour le secrétariat de l'association Woeulamila

La structure économique

Commerces et services de proximité : 1 Epicerie, 1 Restaurant « Agami », 1 Entreprise ferronnerie, 3 Hébergements touristiques / Carbets : Postou, Palambala, Agami, 1 pêcheur, 3 piroguiers, Petits commerces informels

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Association Woeulamila propose des ateliers poterie, tissage de perles, confection de vêtements traditionnels dans le cadre d'activités périscolaire (Commune SLM, PRE)

Moyens dont on peut disposer sur place :

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...

Vie du village

Animations : Périscolaire : cadre Commune et PRE - Ateliers « costumes nels », « perles », « poterie », Sportive : tournois organisés par l'association Woeulamila , 10 abattis

Demande du chef, des associations et de quelques habitants

- Réfection des rues du village
- Construction nouvelle salle polyvalente
- Terrain de football à mettre aux normes
- Extension réseau eau et électricité, éclairage public
- Reconstruire le bâtiment des toilettes publiques
- Réfection du dégrad accédant au fleuve
- Elaguer les grands arbres (urgent)
- Espaces pour créer des abattis et occuper les jeunes qui partent à la dérive
- Soutenir et accompagner les associations qui souhaitent mener des actions dans le village

Village amérindien de Prospérité

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Allée de prospérité, à compléter

Délimitation quartier prioritaire : Rn1 – Les Sables Blancs – IRIS n°0106

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁴⁹ :

- TOTAL de 60 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁵⁰ :

- TOTAL de 300 personnes estimées (soit environ 5 personnes par logements contre 5,49 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population⁵¹ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 32,9 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage⁵² :

- 23,5 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 82 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Village amérindien traditionnel (gestion collective de l'espace)

Particularités urbaines du site : Village situé au bord de la RN1

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Concession de 50 hectares

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaires : *aucun*

Equipements sportifs : *1 terrain de football à mettre aux normes,*

Equipements liés à la santé :

Equipements de proximité :

Lieux et espaces appropriés et (formels ou non) :

Pas d'assainissement collectif, prévoir extension du réseau d'eau potable, d'électricité des foyers et de l'éclairage public

⁴⁹ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

⁵⁰ L'estimation du nombre d'habitants des villages amérindiens a été réalisée par un agent du service contrat de ville, via des entretiens croisés avec les chefs coutumiers et la police municipale de SLM, en avril 2015.

⁵¹ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

⁵² Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier :

Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts, 1 chef coutumier non reconnu par le Conseil général, 1 association culturelle et sportive

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier : 1 église évangéliste

Institutions locales installées dans le quartier : Bibliobus passe tous les 2 fois par mois, La poste dépose le courrier chez le chef coutumier, Passage de la Croix rouge (vaccinations)

Personnes ressources : 1 personne qui fait le tissage de perles

La structure économique

1 dynamique agricole (4 agriculteurs déclarés) , Vente des produits au marché de Saint-Laurent

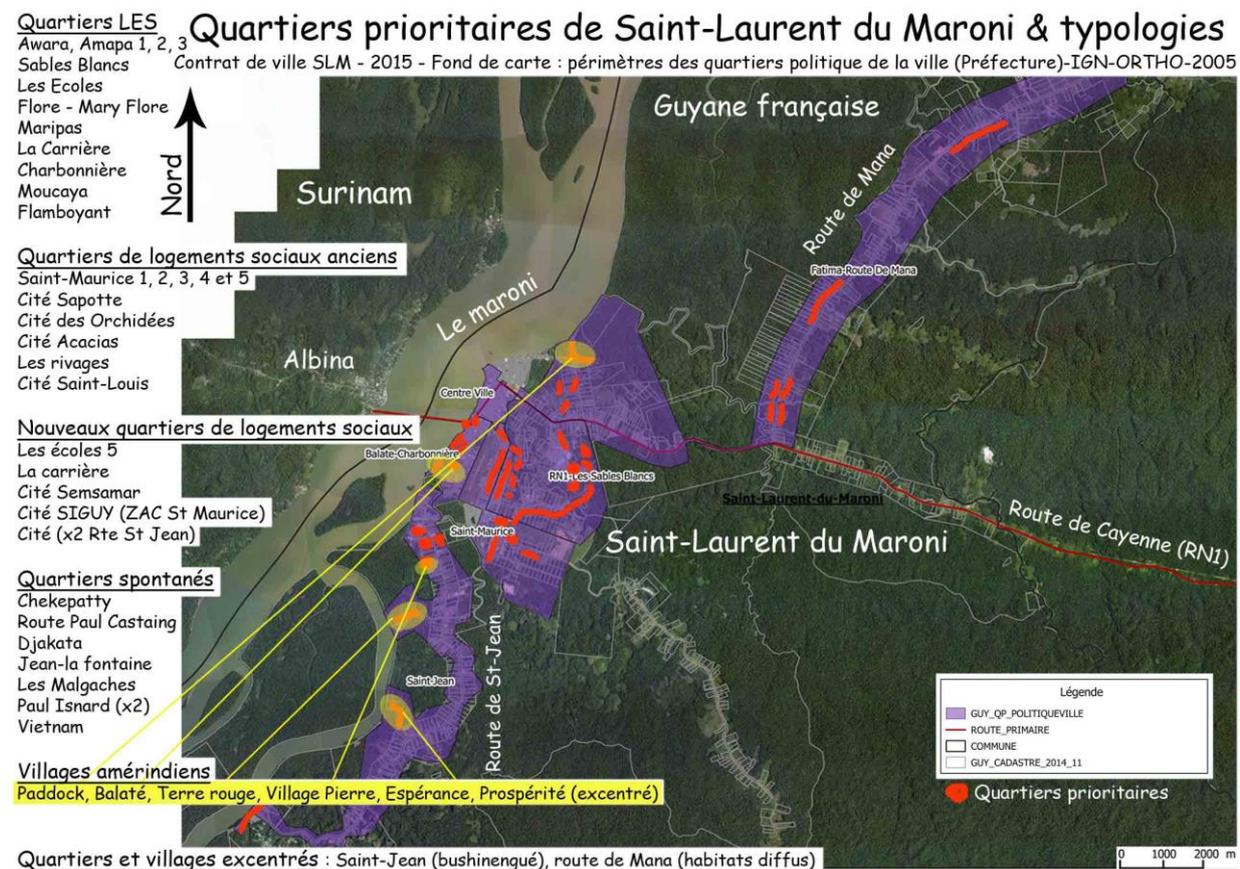
Commerces et services de proximité :

1 petit commerce informel détenu par le Chef

Points logistiques

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :
Moyens dont on peut disposer sur place :

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...)



Secteur de la route de Saint-Jean (Hors villages amérindiens et hors habitats privés)

Quartiers « vécus » et sous quartiers : Les Rivages, Cité Saint-Louis + 2 nouvelles cités SIGUY

Délimitation quartier prioritaire : Saint-Jean – IRIS n°0105

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁵³ :

- Cités de logements sociaux : les Rivages (93), Cité SIGUY à gauche de la route (91), Cité SIGUY entre les Rivages et Saint-Louis (54), Cité Saint-Louis en face du village Pierre (18) soit 256 logements locatifs sociaux
- TOTAL de 256 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁵⁴ :

- 1 295 personnes dans les quartiers formels (5,06 personnes par ménage en moyenne)
- TOTAL de 1 295 personnes estimées.

Jeunesse de la population⁵⁵ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,7 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage⁵⁶ :

- 32,8 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 43,8 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec beaucoup de précaution car l'IRIS englobe des situations économiques et sociales très différentes puisque la route de Saint-Jean est également constituée d'un très grand parc de résidences individuelles privées, occupé de manière général par des personnes ayant un travail et des ressources relativement élevées (souvent des enseignants, personnel du CHOG, fonctionnaires).

La structure urbaine

Types d'urbanisation :

Particularités urbaines du site :

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire :

Equipements sportifs :

Equipements liés à la santé :

Equipements de proximité :

⁵³ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

⁵⁴ Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels).

⁵⁵ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

⁵⁶ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) :

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier :

Institutions locales installées dans le quartier :

Personnes ressources :

La structure économique

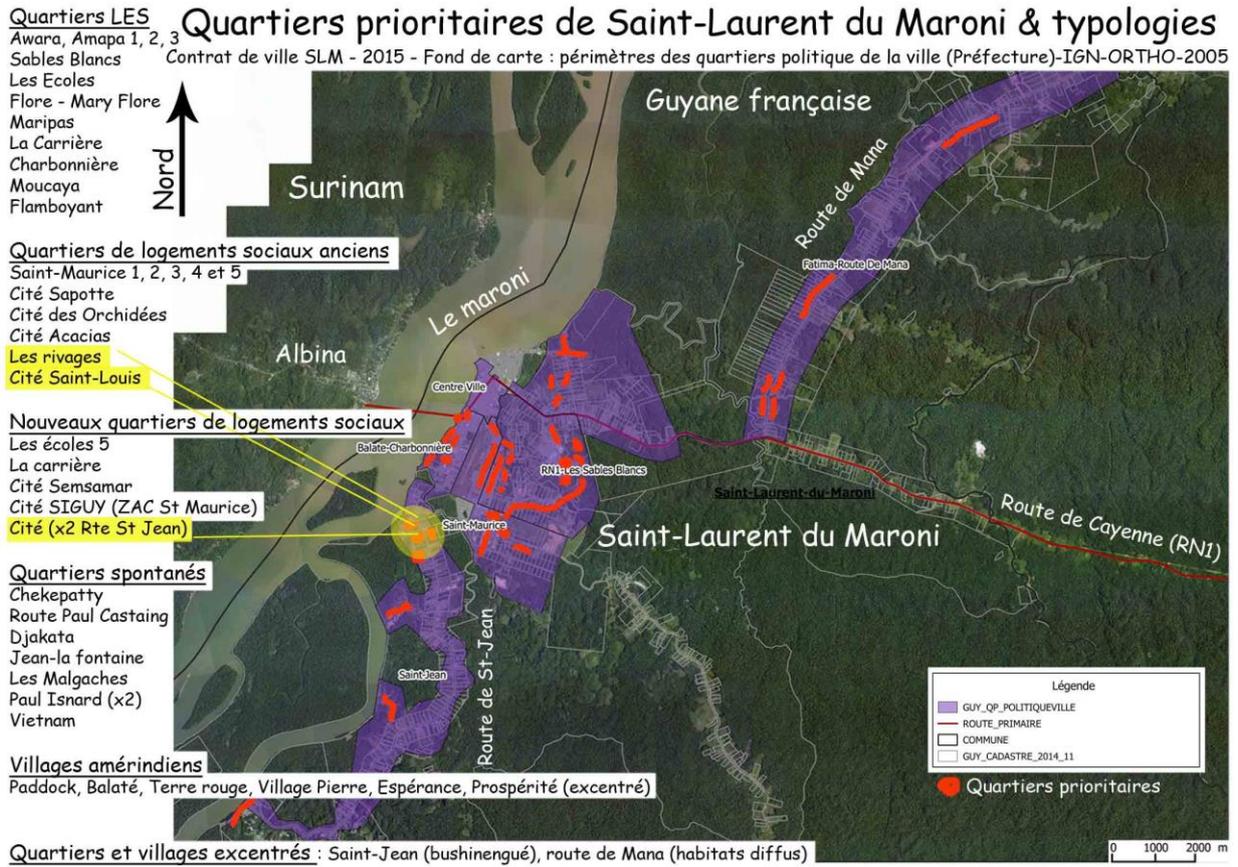
Commerces et services de proximité : une épicerie libre-service à la cité des rivages

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...



Village Saint-Jean (Hors RSMA)

Quartiers « vécus » et sous quartiers : RAS

Délimitation quartier prioritaire : Saint-Jean – IRIS n°0105

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁵⁷ :

- Habitat formel ou non (89)
- TOTAL de 89 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁵⁸ :

-
- 543 personnes dans les quartiers spontanés (6 personnes par ménage en moyenne).
- TOTAL de 534 personnes estimées.

Jeunesse de la population⁵⁹ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,7 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.

Taux d'activité et chômage⁶⁰ :

- 32,8 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 43,8 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

NB : Les données concernant la jeunesse de la population, le taux d'activité et le taux de chômage sont à prendre avec beaucoup de précaution car l'IRIS englobe des situations économiques et sociales très différentes puisque la route de Saint-Jean est également constituée d'un très grand parc de résidences individuelles privées, occupé de manière général par des personnes ayant un travail et des ressources relativement élevées (souvent des enseignants, personnel du CHOG, fonctionnaires).

La structure urbaine

Types d'urbanisation :

Particularités urbaines du site :

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) :

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire :

Equipements sportifs :

Equipements liés à la santé :

Equipements de proximité :

⁵⁷ Hors habitat privé (non recensé). Comptage exhaustif réalisé sur site(s) en avril 2015.

⁵⁸ Idem (hors habitat privé). Estimations réalisées à partir des données IRIS (concernant les quartiers formels) et des données issues des enquêtes de terrain réalisées entre 2013 – 2014 par le Gret dans les quartiers d'habitat spontané.

⁵⁹ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009 et rapports d'enquêtes issus de l'étude : *Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée*, en appui à la Commune de Saint-Laurent du Maroni, Gret, DEAL 973, 2013-2014

⁶⁰ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) :

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier :

Institutions locales installées dans le quartier :

Personnes ressources :

La structure économique

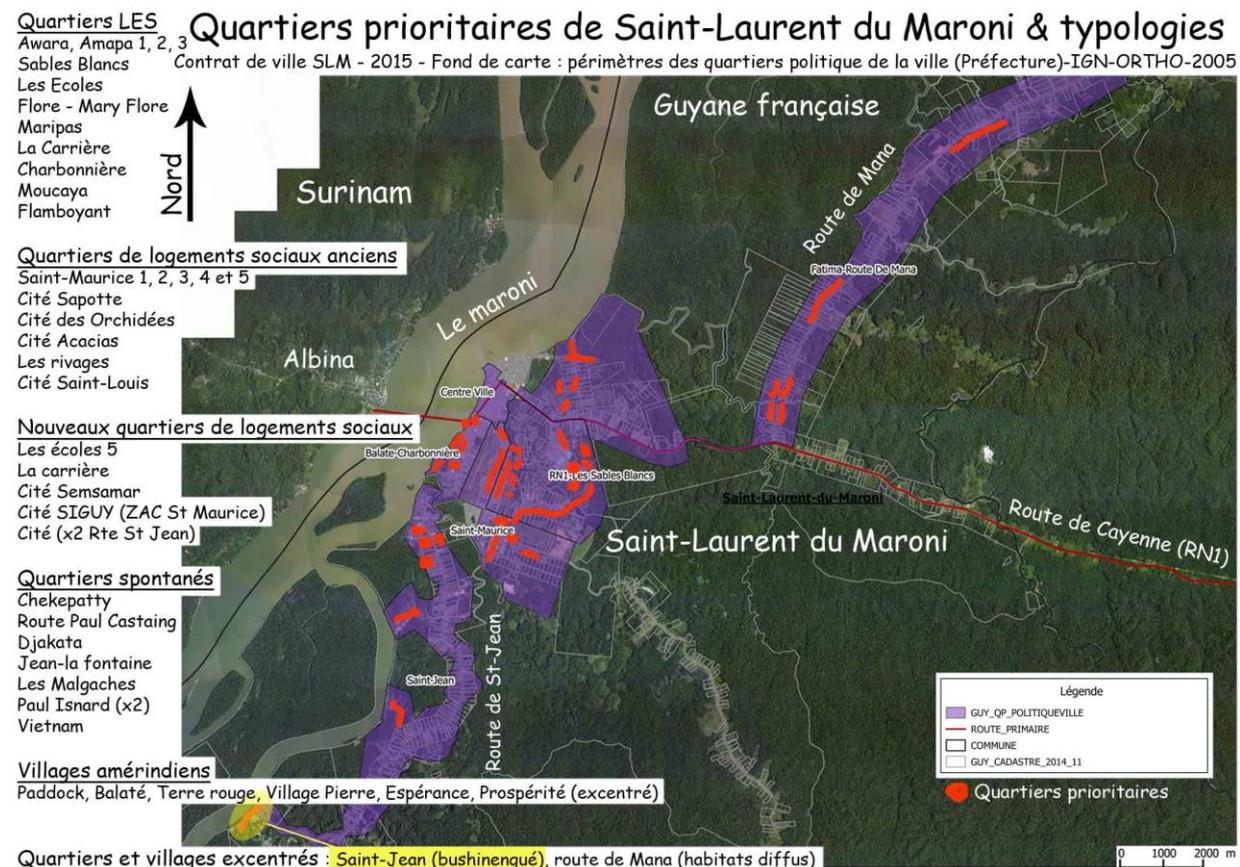
Commerces et services de proximité : une épicerie libre-service à la cité des rivages

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...)



Secteur du carrefour Margot - route de Mana

Quartiers « vécus » et sous quartiers : RAS

Délimitation quartier prioritaire : Fatima – Route de Mana – IRIS n°0107

Chiffres clés

Nombre de logements estimés⁶¹ :

- Habitat formel ou informel : Route de Mana, du carrefour Margot à la première crique en allant vers Mana (162)
- TOTAL de 162 logements environ.

Nombre d'habitants estimés⁶² :

- TOTAL de 1 400 personnes estimées soit (soit environ 8,6 personnes par logements contre 4,3 estimées à l'IRIS).

Jeunesse de la population⁶³ :

- Part des 11 – 24 ans en 2009 : 25,3 % de la population totale légale.
- La part des enfants de 0 à 11 ans est inconnue (indisponible à l'IRIS) mais doit être conséquente puisque les enfants de moins de 11 ans représentent 32 % de la population de Saint-Laurent.
- Selon une étude réalisée sur le quartier par l'EPAG en 2013-2014, un tiers des habitants du quartier aurait moins de 25 ans.

Taux d'activité et chômage⁶⁴ :

- 35,1 % des 15 – 24 ans (légaux) sont actifs - en emploi ou au chômage – (ref : 31,2 % à SLM et 43,6 % en France métropolitaine),
- 83,5 % d'entre eux sont au chômage (ref : 64 % à SLM, 52,1 % en Guyane et 23,5 % en France métropolitaine).

La structure urbaine

Types d'urbanisation : Habitats spontanés et habitats formels implantés sur des terrains constructibles et des terrains agricoles

Particularités urbaines du site : « poches d'habitats » installés en groupe ou de manière diffuse de part et d'autre du linéaire de la route de Mana

Interactions avec des projets urbains ou autre zonage (en cours ou à venir) : RAS

Les équipements et les espaces partagés

Equipements scolaire : Non

Equipements sportifs : Non

Equipements liés à la santé : Non

Equipements sanitaires / de base : Non

Equipements de proximité : Non

Lieux et espaces appropriés et appropriables (formels ou non) :

⁶¹ L'estimation du nombre d'habitat a été réalisée par l'élue en charge de la politique de la ville, habitante de ce secteur, en concertation avec ses voisin(e)s en avril 2015.

⁶² Idem.

⁶³ Données infra communales à l'IRIS - INSEE 2009.

La structure sociale

Associations du quartier ou œuvrant (à distinguer) sur le quartier : Nom de l'association, domaine(s) d'activité(s), Contacts

Foe Ala Wi « Pour nous tous »

Groupes informels mais structurés œuvrant sur ou pour le quartier :

Structures religieuses installées dans le quartier :

Institutions locales installées dans le quartier :

Personnes ressources :

La structure économique

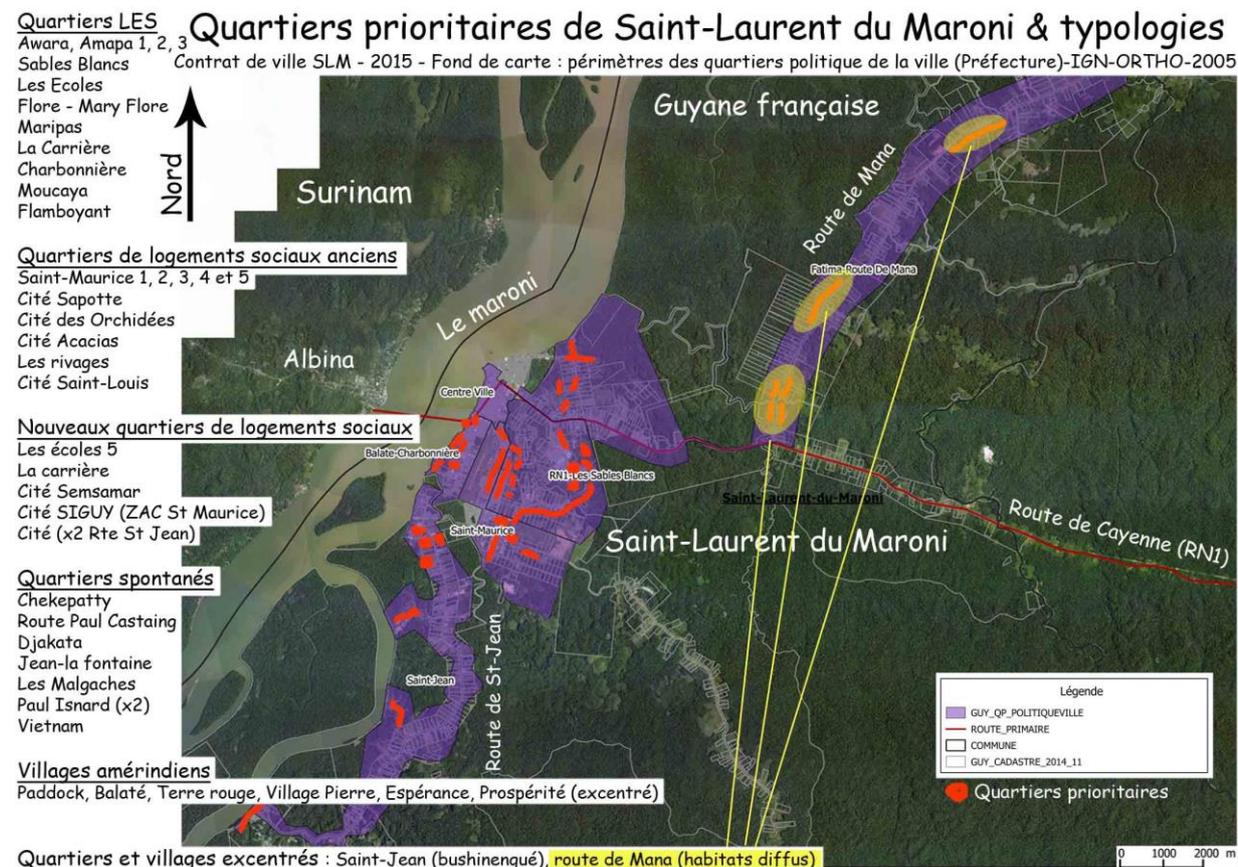
Commerces et services de proximité : 1 local informel

Points logistique

Lieux potentiels de réalisation des ateliers en journée/fin de journée (distinguer) - contacts :

Moyens dont on peut disposer sur place : local, tentes municipales, chaises et tables, toilettes ?...

Problématiques particulières à prendre en compte : (conflits connus, problèmes avec le service technique...)



Comptes rendus des « ateliers de quartier »

Réalisés dans le cadre de l'élaboration du contrat de ville mars-avril 2015

NB : Tous les ateliers de quartier ainsi que les quatre ateliers thématiques qui ont été réalisés en phase d'élaboration du contrat de ville ont fait l'objet d'un compte-rendu. Les principales problématiques et propositions ont été synthétisées et insérées au contrat de ville.

Mobilisation : pour les ateliers → Mobilisation tous les matins en déambulation dans les quartiers à l'aide d'un porte-voix (traduction et invitation en langue française et en nengué tongo) + passage à la radio locale (RLM) de la chargée de mission puis point journalier le lendemain + débriefing global à la fin des trois semaines. Pour les Focus groupes : prise de contact et de RV via le chef coutumier + diffusion auprès des associations actives et personnes ressources. Pour les micro-trottoir → déambulation in situ en équipe (6 adultes relais + la chargée de mission) et discussions informelles individuelles avec les habitants et commerçants.

Logistique : ateliers réalisés dans les écoles ou sous des tentes municipales + chaises et jus de fruits

Animation – méthodologie : Prise de note en direct sur un paper board, traduction simultanée FR – nengué tongo – créole haïtien (pour que tout le monde se comprenne tout le temps)

Les compte rendu des réunions seront restitués aux habitants par la mise en place de nouveaux ateliers (juin – septembre) dans l'objectif de continuer les échanges avec les habitants, concernant les actions mettre en pace dans les quartiers (+ investissement des habitants, partenariats, actions et programmes, organisation des habitants en vue des conseils citoyens, etc.)

L'équipe : La chargée de mission politique de la ville + les médiateurs (adultes relais) X 6 en groupe de 3 à chaque atelier + les agents du service politique de la ville (en observation) + l'élue et adjointe au maire en charge de la politique de la ville et de la participation des habitants (en posture d'observation lors de plusieurs rencontres)

23 rencontres ont été organisées en phase d'élaboration du contrat de ville (en 3 semaines) :

- Au format « atelier » (x 12)
- Au format « focus groupe » (x 7)
- Au format « micro-trottoir » (x 4)

→ 3 ateliers réalisés dans le secteur des Sables Blancs (de 17h à 19h30) :

- Dans le quartier LES d'Amapa 1. Atelier réalisé à l'école Jacques Voyer : habitants des quartiers des Sables blancs, Awala, Amapa 1, 2 et 3 et de la Carrière -12 participants, le 23 mars 2015
- Dans les quartiers d'habitat spontané Chekepatty (partie sud) et Route Paul Castaing Est. Atelier réalisé à l'air libre route Paul Castaing, sous des tentes municipales : habitants des quartiers de Chekepatty et de la route Paul Castaing (à l'est de la crique des vampires) – 32 participants, le 24 mars 2015
- Dans le quartier d'habitat spontané de Chekepatty (partie Nord et centre). Atelier réalisé à l'air libre, au cœur du quartier au lieu-dit « Baaka Olo », sous des tentes municipales : habitants de Chekepatty – 60 participants, le 25 mars 2015

→ 3 ateliers réalisés dans le secteur des Ecoles (de 17h à 19h30) :

- Dans le quartier LES des Ecoles. Atelier réalisé dans l'école Symphorien : habitants du quartier des écoles, du quartier spontané de Djakata et du quartier de logements locatifs sociaux de la SEMSAMAR – 37 participants : le 26 mars 2015
- Dans le quartier d'habitat social Ecole V. Atelier réalisé à l'air libre sur le parking de la cité rue Jean la Fontaine : habitants du quartier Ecole V et du quartier spontané de Jean la Fontaine – 40 participants, le 30 mars 2015
- En bordure des quartiers Ecole V, Flore et Vietnam de Chekepatty. Atelier réalisé dans l'école Mouty : habitants des cités Flore, Maryflore et Maripa et du quartier spontané de Vietnam – 35 participants, le 31 mars 2015

→ 1 atelier réalisé dans le secteur de la Charbonnière (de 17h à 19h30) :

- Dans le quartier des Bardeaux. Atelier réalisé à l'air libre, au cœur de la Charbonnière, proche de la plage et du terrain de foot, sous des tentes municipales : habitants des Bardeaux, Moucaya, Flamboyant, cité Sapote – 13 participants : le 1^{er} avril 2015

→ 2 ateliers réalisés dans le secteur Paul Isnard – Saint Maurice (de 17h à 19h30) :

- Dans le quartier de Paul Isnard. Atelier réalisé à l'air libre, proche de l'église et du terrain de foot, sous des tentes municipales : habitants des quartiers spontanés de Paul Isnard (terrain public et terrain privé) et d'habitants installés le long de la route en direction des chutes voltaires – 80 participants : le 2 avril 2015
- Dans la cité Saint-Maurice 2. Atelier réalisé à l'air libre, près du kiosque sous des tentes municipales : habitants des cités SIGUY – une dizaine de participants (PB de mobilisation) : le 7 avril 2015

→ 1 atelier réalisé dans le secteur Paul Castaing Ouest (de 17h à 19h30)

- Route Paul Castaing Ouest, face à l'abri bus sur le terrain libre de Mme Millie. Atelier réalisé à l'air libre sous des tentes municipales – environ 35 participants, le 8 avril 2015
- Les habitants des groupes d'habitat spontané situés à l'Est de la crique ont participé à l'atelier n°2 Chekepatty sud et route Paul Castaing Est (25 mars 2015). Cf. compte rendu de cette réunion de quartier

→ 1 atelier réalisé dans le secteur des Malgaches (de 17h à 19h30) :

- Dans le quartier des Malgaches. Atelier réalisé à l'air libre, sur le terrain de foot, sous des tentes municipales – environ 50 participants : le 9 avril 2015

→ 1 atelier réalisé dans le secteur Centre-ville partie sud (de 17 à 19h)

- Dans le quartier de logements sociaux – cité Acacias : habitants de la cité Acacias, Orchidée, la Glacière – 4 participants (PB de mobilisation ?) : le 12 avril 2015

→ 6 focus groupes réalisés dans les villages amérindiens (environ 1h30 de réunion) :

- Paddock, Balaté, Village Pierre, Espérance, Terre-rouge, Prospérité (chefs coutumiers, associations et personnes ressources) : le 27 mars, 3 et 8 avril

→ 1 focus groupe réalisé dans le secteur Carrefour Margot - route de Mana (environ 1h30 de réunion) : le 8 avril (matin)

→ 4 rencontres au format « micro-trottoir » dans le secteur route de Saint-Jean (une journée) :

- Cité des Rivages et les deux nouveaux quartiers SIGUY (locatif social) – environ 25 personnes rencontrées : le 3 avril (matin)
- Village Saint-Jean – une dizaine de personnes rencontrées : le 3 avril (fin d'apm)



Mars-Avril 2015 @ Contrat de ville SLM

Ateliers de quartier - Élaboration du contrat de ville 2015-2020, Saint-Laurent du Maroni

→ Atelier n°1 réalisé aux Sables blancs (quartiers LES) – 12 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Problèmes de foncier (en fonction du site de LES, certains habitants (parfois en nombres importants n'ont pas encore de titre de propriété pour des logements qu'ils disent pourtant avoir fini de payer),
- Manque d'entretien des espaces collectifs (curage des fossés, revêtement des rues défoncé, et mauvaise coordination (dixit : quand la régie des quartiers passe curer les fossés, c'est déjà trop tard), parfois même pas de fossé du tout (problèmes structurels),
- Manque de lumière et problèmes d'éclairage public (remplacer les lampadaires ou les ampoules),
- Manque d'équipements de proximité (maison de quartier ou espace ouvert sur le quartier),
- Manque de cabinet médical (car très loin d'aller au centre-ville et parfois dans l'urgence alors que pas de transport)
- Manque de terrain sportif pour les jeunes (terrain de foot actuel non conforme pour réaliser des compétitions) et manque de diversité des pratiques sportives (pas de terrain de basket par exemple), dixit : pourtant, il y a la place !
- Manque d'air de jeux pour les enfants et les mamans
- Eloignés des services et de l'administration (coûte cher pour se déplacer et demande beaucoup de temps – y passer la journée et faire la queue depuis 5 h du matin, voire depuis la veille)
- Pas d'entreprises dans le quartier : purement résidentiel + les écoles

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble et cohésion sociale) :

- Problèmes d'incivilité (ex : la question des déchets qui sont jetés par-dessus les clôtures ou déposés dans des lieux « dédiés » de fait dans l'espace public
- Beaucoup de jeunes et pas de travail
- Manque d'activité pour les jeunes en général,
- Sentiment de discrimination communautaire (du groupe noir-marron) face aux administrations (Service scolaire, la poste, la CAF et la Sécu). Selon les participants, les institutions masquent leur incapacité (structurelle) et incompétences individuelles (des agents) par l'incompréhension des personnes et la non maîtrise de la langue française (alors que certains agents comprennent le bushinengué tongo et que les usagers essaient de s'exprimer du mieux qu'ils peuvent en Français (pas d'effort des agents).
- La non reconnaissance par les institutions du bushinengué tongo comme langue locale alors que (selon les participants), les noirs-marrons sont majoritaires (en nombre) à SLM et est la langue est la plus parlée localement.
- Pas de lieux pour partager. Lié aux équipements de proximité

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- La jeunesse de la population (s'appuyer sur les jeunes qui sont nombreux et dynamiques).
- La présence des nombreuses écoles (réduit et annule les coûts liés au transport scolaire, permet de mieux surveiller les enfants, facilite la logistique, donne de l'énergie et de la vitalité au quartier

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- S'appuyer sur les jeunes pour mettre en place des actions
- Chercher du travail aux jeunes pour qu'ils aient des choses constructives à faire
- Embauches locales des jeunes via l'insertion pour donner du travail aux jeunes et favoriser le respect de leur travail (moins d'incivilité concernant les déchets)
- Réhabiliter ou construire une maison de quartier pour mettre en place des actions et des ateliers (favoriser les démarches et projets des personnes du quartier notamment des femmes par des cours de broderie, confection de panguis, réaliser des ateliers traditionnels, des cours d'alphabétisation, pour des associations d'adultes, etc.)

- Implanter un local de type « annexe mairie » + un local multi usages
- Implanter un bureau de poste dans le quartier (car beaucoup d'habitants et se déplacer dans les deux bureaux de la ville est très contraignant)
- Construire un équipement de type « plateau sportif » qui permette la pratique de plusieurs sports.
- Une demande (d'une personne) d'implanter une église catholique dans le quartier

→ Atelier n°2 réalisé dans les quartiers d'habitat spontané Chekepatty (sud) et Paul Castaing Est – 32 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie – logement :

- Insécurité foncière : dixit habitants : on a peur car on n'a pas d'autres solutions pour se loger
- Etat des Logements : l'insécurité foncière et les démolitions qu'il y a eu dans le quartier par le passé font que les habitants n'investissent pas dans leur logement actuel (réparation, amélioration, éléments de confort). Certains vivent dans des taudis alors qu'ils auraient les moyens de se construire une maison décente mais ils n'ont pas d'autres solutions sur d'autres sites.
- Manque d'électricité dans les maisons (problèmes de risques de feu à cause des bougies),
- Manque d'éclairage public (insécurité dans les espaces publics et partagés, notamment pour les femmes et les enfants),
- Manque d'accès à l'eau même si bornes fontaines (problème de dignité pour les personnes, notamment pour les femmes qui n'ont pas de SDB
- Pas de toilettes : indécent de vivre comme ça en 2015
- Problème des accès aux quartiers et à l'intérieur du quartier (problèmes pour faire venir les secours, que les pompiers puissent agir vite et venir chercher les blessés), problème du quotidien avec la poussière en saison sèche (toux et inhalation par les enfants) et de la boue en saison des pluies (les enfants se salissent sur le chemin pour aller à l'école), difficultés d'accès à certains sites
- Bornes fontaines au sud du quartier mais ne profitent pas à tous car trop loin, transport de l'eau difficile de l'eau jusqu'aux logements (points d'eau éloignés et difficultés pour transporter l'eau dues aux accès et chemins), problèmes d'usages car certains habitants et enfants se lavent sous la borne, eau stagnante et mauvaise irrigation de l'eau, aucun aménagement autour de la dalle : végétation qui pousse et pas entretenue (moustique, serpents, etc.) du coup les habitants eux-mêmes mettent du désherbant mais qui risque de polluer les cuves.
- Problème de l'adressage : pas d'adressage des maisons, problèmes pour le courrier mais surtout pour inscription des enfants à l'école, démarches administratives, problèmes pour avoir le droit au transport scolaire si on est hébergé (sur le plan administratif) chez quelqu'un qui habite un autre quartier. Renvoi à l'idée que les habitants n'existent pas aux yeux des administrations et de la mairie.
- Démoustication : selon les habitants de Chekepatty, la « baïgonneuse » et l'ARS ne passent pas dans le quartier. Elle disperse le produit sur la route Paul Castaing mais ne rentre jamais dans le quartier alors que c'est là que se concentrent les gîtes larvaires. Problèmes d'accès ? Est-ce suffisant de passer route Paul Castaing, si loin des habitations ? Cela participe au sentiment collectif de ne pas exister, d'être invisible...

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Problèmes de cohabitation au sein des logements trop de personnes ce qui crée des conflits et pas le droit de construire une autre maison pour les enfants
- Beaucoup de vols et de cambriolages dans le quartier alors que les habitants sont majoritairement pauvres
- Mauvaise image du quartier et des habitants (les enfants ont honte de dire qu'ils habitent ici, du coup, ils disent qu'ils habitent à Vampires pour ne pas préciser où), stigmatisation des habitants (voleurs, squatteurs, gens qui profitent du système, gens sales) liée selon les participants à l'image négative que le quartier renvoi (état général des espaces publics et des maisons), problème d'estime de soi-même vu l'état du quartier
- Sentiment collectif de ne « pas exister », d'être « invisible » aux yeux des institutions car ça fait des années qu'ils habitent dans ces conditions et sans aides des services publics

- Problème d'accès aux droits en général (mauvais accueil dans les administrations via des préjugés sur les habitants, pas de structures pour guider les habitants et les soutenir dans les démarches). Les problèmes sont d'autant plus importants pour les personnes sans papier
- Sentiment partagé de discrimination communautaire dans les administrations (dixit : les bushinengués sont mal traités, l'administration bloque les démarches sous prétexte qu'on est noirs)
- Problèmes de communication : Dixit participants : On sait qu'on veut nous déloger, mais on n'a pas d'informations claires (qui est qui, qui passe nous dire de partir et quand il faut qu'on parte). Perte de confiance envers les institutions, habitants frustrés et en colère : des promesses de relogement et aucune solution depuis 20 ans. Que faut-il faire, bloquer la route ?

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social économique et autres) :

- L'organisation des habitants pour améliorer le quotidien sur le plan urbain et technique dans les quartiers (c'est un potentiel). Dixit : personne ne nous aide, on se débrouille, mais on a des compétences, on sait faire des choses de nos mains
- Possibilité de travailler avec les jeunes, de les solliciter pour des travaux (insertion et coup de main)

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Installer une aire de jeux pour les enfants
- Installer un plateau sportif pour les jeunes
- Installer un plateau pour que le bibliobus puisse venir près des habitants
- Les habitants souhaitent rester à Chekepatty et ne veulent pas être relogés dans des « bâtiments » mais il faut améliorer et aménager le quartier
- Créer des partenariats avec les institutions et la mairie pour améliorer le quartier même de manière provisoire, la vie des gens au quotidien. Ex : pour aménager / améliorer les accès avec les jeunes et les travailleurs qualifiés du quartier, on peut nous fournir des gravillons et nous, les qualifiés, on forme les jeunes et on travaille avec eux.
- Aide à l'organisation des habitants : Monter une association pour organiser des événements dans le quartier, mais qui peut nous aider ?
- Bornes fontaines : travailler avec les habitants pour mieux localiser les bornes à installer, aménager les abords des bornes et faciliter l'entretien (voire l'organiser) et aménager un peu plus les sites pour de meilleurs usages (vers l'établissement d'un lieu de lien social par la possibilité de laver les habits par exemple ce qui favoriserait une meilleure canalisation de l'eau en comparaison aux abords des maisons...)
- Améliorer le pont des vampires (réhabilitation pour plus de sécurité)

➔ Atelier n°3 réalisé dans le quartier d'habitat spontané Chekepatty (partie Nord - centre) – environ 60 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie – logement :

- Pas d'accès à l'eau : très difficile pour vivre, utilisation de puits dangereux pour les enfants et de tuff tank pour récupérer l'eau comme seule solution. Problème pour se laver car pas de douche, lavage à l'extérieur des maisons (problèmes pour les femmes surtout)
- Problème d'électricité : dangereux d'utiliser les bougies et quand raccordement informel aux logements LES, les habitants sont considérés comme des pirates et des voleurs alors qu'ils paient les revendeurs
- Pas d'éclairage extérieur : insécurité quand pas de lumière, favorise les vols, les agressions et les viols
- Problème de ne pas avoir d'adresse : aucunes boîtes aux lettres, problème pour inscrire les enfants à l'école (carte scolaire). Démarches coûteuses à la poste pour avoir une adresse postale « garde courrier » et contraignantes (faire la queue et déplacements fréquents). La

poste dit que ce quartier n'est pas reconnu par la municipalité et qu'elle ne peut pas leur donner d'adresse.

- Trop de recoins (végétation dense et délaissée) dans le quartier qui permettent aux voyous de se cacher et un risque pour les personnes de se faire agresser
- Insécurité foncière : peur de l'éviction donc les habitants ne veulent pas investir dans leur logement = précarité du logement et dégradation.
- Manque de communication concernant la construction de la ZAC et leur éviction : personne ne vient leur parler, les informer des avancées de la ZAC. Ils ont peur qu'ils soient évacués du jour au lendemain (référence à des démolitions réalisées en 2009 dans le quartier).
- Les accès au site : la mairie a amélioré il y a quelques mois la rue qui mène au quartier pour faciliter l'accès des camions poubelles mais aucun camion n'est venu depuis.
- Poubelles et déchets : aucun ramassage dans le quartier. Aller jusque dans les quartiers LES est trop loin pour les habitants, du coup, les habitants jettent où ils peuvent dans des « espaces dédiés » et/ou ils les brûlent.
- Problèmes secours : Problème d'adressage, quartier sans nom et pas sur les cartes, pas de nom de rues et pas de numéros des maisons : les pompiers ne savent pas où aller quand les habitants les appellent (les habitants doivent les guider). Etat des routes ne facilite pas les secours (retard, ils laissent les camions à l'extérieur du quartier, les habitants doivent les aider pour transporter les blessés). Facteurs dangereux pour les personnes.
- Manque de commerces de proximité mais l'état des routes et l'insécurité ne favorisent pas l'implantation de petits commerces
- Quartier loin des services (complexifie d'autant des démarches déjà difficiles à entreprendre)

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Sentiment collectif d'être oublié, délaissé par les pouvoirs publics
- Mauvaise image du quartier et des habitants due aux conditions de vie
- Pas d'associations dans le quartier ni d'organisation formalisée des habitants
- Pas d'occupation pour les jeunes et les enfants

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Bon rapport entre voisins, solidarité (entraide pour améliorer les chemins, le terrain de foot par exemple)
- Terrain de foot approprié par les habitants (Baaka Olo) : point de rencontre des jeunes, ce qui est positif mais le sol est défoncé, aucun aménagement
- Proximité des écoles

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Installer un bureau ou une annexe de la poste aux Sables blancs
- Créer une annexe mairie ou des permanences du service état civil et affaires scolaires aux sables blancs
- Implantation d'un médecin libéral dans le secteur
- Implantation d'une agence pôle emploi
- Créer une aire de jeux pour les enfants (à l'image de celle de l'office du tourisme au centre-ville)
- Créer un terrain de sport et de jeu pour occuper les jeunes (ou aménager le terrain actuel et l'entretenir ou aider les habitants à l'entretenir)
- Installer des bornes fontaines dans le quartier (car celles situées au sud de Chekepatty sont beaucoup trop loin)
- Créer une maison de quartier dans le quartier ou aux sables blancs – un lieu collectif qui puissent profiter à tous (enfants, jeunes, adultes) pour réaliser des ateliers, faire venir des associations, permettre de mettre en place des cours d'alphabétisation pour les adultes.
- Demande d'installation (même si de manière provisoire ou temporaire) de l'eau ou point d'eau et de l'électricité dans le quartier, une adresse = car sans ces points, il n'y a pas de vie, juste de la survie (dixit habitant)
- Améliorer le quartier pour améliorer l'image des habitants (estime de soi, lutte contre les stigmatisations)
- Améliorer les accès au quartier pour faciliter les secours

- Rassembler les habitants dans une association ou un collectif pour faciliter leur organisation (revendications, mise en place d'actions dans le quartier et avec les autres quartiers) mais quid de l'organisation et la structuration associative à la française...
- Possibilité de développer la confection et la vente de plats préparés mais nécessité de formalisation car actuellement arrestation par la police (vente informelle).

→ Atelier n°4 réalisé dans le quartier des Ecoles regroupant également les habitants de Djakarta et de la cité SEMSAMAR – 37 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Canaux d'irrigation – fossés (cité les écoles) : problème d'entretien. La régie ne passe que très peu souvent pour nettoyer, idem pour les services techniques. Problèmes de moustiques et d'inondations (très fréquentes en saison des pluies !).
- Fossés : il faudrait poser des buses et enterrer les fossés car dangereux pour les enfants et stationnement compliqué
- Odeurs et remontée d'eau grise via le système d'assainissement + les fossés
- Fossés et routes : les travaux ont été mal faits et il y a un manque d'entretien général
- Cité Semsamar : idem – remontées d'égouts mais aussi d'humidité depuis les sols (mauvaise imperméabilisation). La faute à la proximité de la crique ?
- Cité Semsamar : fuites dans certains logements alors que la cité est neuve (malfaçon ?) et détecteurs de fumée à poser par les habitants eux-mêmes. Est-ce normal ?
- Cité Semsamar : pas de téléphone ni internet (car pas de réseau) = aberration
- Régie des quartiers : pas ouverte sur le quartier, toujours fermée, aucune activité pour les enfants alors que les gamins jouent dehors et c'est dangereux
- Régie des quartiers : PB car ont des activités inadaptées à un quartier résidentiel (ex : font de la soudure et désagrément pour les voisins alentours)
- Djakarta : les habitants disent qu'ils ont des problèmes beaucoup plus importants : pas d'eau – à part aux bornes fontaines, électricité, problèmes d'animaux liés à l'insalubrité du site et des maisons : Serpents, rats, anacondas... Pas de toilettes ni salle de bain : indigne de vivre comme ça. Idée de toilette sèche ? Oui, mais où et ça ne résout pas le problème de l'insalubrité. Poussière de la route inhalée par les enfants...
- Aérodrome : dangereux à traverser et impossible maintenant. Distances très longues pour se déplacer. A déplacer ?

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Incivilité : des habitants posent des ordures dans les fossés ce qui bouche l'écoulement des eaux
- Les habitants de Djakarta soulèvent le fait qu'ils viennent quand même aux ateliers mais qu'ils ont des problèmes énormes connus depuis très longtemps par la municipalité. Quand ils effectuent des démarches concernant le logement, on leur répond « c'est la mairie qui va régler votre problème donc on ne peut rien faire »
- Djakarta : quartier indigne, sentiment des habitants d'être oubliés par les institutions, mauvaise image du quartier et stigmatisation des habitants due aux conditions de vie.
- Pour l'ensemble des quartiers – problèmes de la « carte scolaire » et lieu de scolarité des enfants : beaucoup d'enfants sont scolarisés loin du domicile (genre sur 7 enfants, trois sont dans d'autres secteurs), pas le droit au bus scolaire (si à moins de 3 km du logement) du coup vu qu'il n'y a pas de transport public et que beaucoup de familles n'ont pas de voiture : difficultés de transport et cher (taxis informels car pas d'autres solutions). Est-ce un PB d'adresse ? D'effectif scolaire et de places disponibles dans les établissements ? Incompétence du service scolaire de la mairie ?

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Les allocations familiales ne sont pas suffisantes pour vivre. Il faut développer du travail notamment pour les jeunes (avec l'aide de la mairie, de l'ADIE et de pôle emploi).

- Répression quand activité informelle et saisie de la marchandise (ex : plats préparés). C'est un problème au quotidien
- Il faut faire de l'insertion des jeunes pour les former et les mettre au boulot

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Présence de la régie des quartiers : mais PB car pas ouverte aux habitants
- Présence de pôle emploi : facilite les démarches (même si sans solutions) car proche du quartier = moins cher pour se déplacer
- Présence des écoles dans le quartier (animation, moins cher pour transport...)
- Cabinet médical et pharmacie (plus facile quand urgence et plus de proximité)
- Libre-service, auto-école (car nécessités) dans le quartier
- Présence de la poste : mais très gros problème de fonctionnement !

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Cité Semsamar : Besoin d'une aire de jeux pour les enfants car ils jouent sur les parkings et sur la route : dangereux
- Ouvrir la régie des quartiers aux habitants et mettre en place des activités pour les enfants, les jeunes et les adultes (ex : des cours d'alphabétisation car beaucoup de parents ne parlent pas – bien – Français, ateliers broderie...)
- Djakarta : si la mairie n'arrive pas à les reloger (ce qu'ils attendent depuis très longtemps), qu'on leur donne un terrain pour qu'ils puissent auto construire leur logement
- Djakarta : idée de défricher l'arrière du quartier avec l'aide de la mairie pour créer une aire de jeu ou un lieu convivial et sein pour les enfants et surtout défricher et entretenir pour lutter contre les serpents
- Habitants des cités : problèmes de chats et chiens errants (djakarta : serpents, rats). Il faut installer une fourrière à SLM car ils sont nombreux et dangereux (notamment pour les enfants, risques de rage et d'attaques)
- Implanter une bibliothèque ou un lieu relais dans le quartier des écoles qui serait ouverte aux adultes
- Créer lieux de sport pour les jeunes
- Créer terrain de jeux pour les enfants
- Créer une maison de quartier qui permet aux habitants de monter des projets et de créer de l'activité pour tous
- Il faut construire plus d'écoles s'il y a un problème d'effectif, faciliter le ramassage scolaire formel et relocaliser les enfants proches de leur domicile
- Instaurer une médiation entre les parents et les écoles concernant le ramassage des enfants (car trop de parents ne viennent pas chercher leurs enfants après l'école = situation difficile à gérer pour le corps enseignant), via médiateur mairie ?
- Idée d'instaurer un référent par quartier comme interlocuteur principal pour faire remonter les problèmes et mettre en place des actions
- S'appuyer sur les qualifications locales et l'expérience des habitants (notamment les femmes (couture, cuisine, savoirs et pratiques traditionnelles...) pour mettre en place des actions et développement éco (mais PB démarches, impôts, sécu...).

➔ Atelier n°5 réalisé dans le quartier Ecoles V regroupant également les habitants de Jean la Fontaine – 40 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Problèmes de poubelles : JLF n'a pas de bennes, les habitants jettent donc leurs ordures dans les bennes de la SIGUY (école V) du coup : ça déborde. Trop de poubelles pour la contenance. Certains habitants de la cité pensent aussi qu'ils paient plus cher le ramassage des ordures. PB d'odeurs pour les logements en RDC
- Cité école V, problème d'accès aux réseaux : la cité vient d'être livrée mais pas de téléphone ni internet ! PB de ne pas avoir de téléphone si problème de santé, femme qui va accoucher ou autre...

- Cité école V : PB réseaux, toilettes bouchés au RDC. Odeurs à tous les étages. Malfaçon ?
- Eclairage public dans la cité ne marche pas tout le temps (problème réseaux ? changement des ampoules ? jeunes qui dégradent ?)
- Manque d'infrastructures : trop de jeunes des autres quartiers utilisent les terrains de sport, donc surpopulation, pas assez de lieu pour le nombre de jeunes
- Cité Ecole V : PB entretien des espaces collectifs : pas assez de personnel pour toute la cité et dégradation des jeunes
- JLF : problèmes de base : pas d'accès à l'eau, à l'électricité, ramassage des déchets et insécurité foncière.
- Cité école V : problèmes logement : impossible de s'approprier les balcons car fuites d'eau et trempés et impossibilité de faire des aménagements (pas d'autorisation de la SIGUY)
- PB : épaves de voitures, les enfants jouent dedans et s'enferment : dangereux + moustiques

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Incivilité liée aux déchets : des habitants d'autres quartiers (que la cité Ecole V et JLF) jettent dans les poubelles SIGUY. D'autres habitants des étages jettent les poubelles par les fenêtres
- Pas de conflits entre voisins Siguy et Quartier spontané JLF. Les habitants de la cité comprennent qu'ils n'ont pas d'autres choix pour les déchets. Et ils espèrent que les habitants vivront mieux bientôt et seront relogés.
- PB pour les personnes handicapées : se déplacer, le quartier loin du centre.
- Pas d'interlocuteur quand problèmes liés au logement et à la cité : appeler la SGDE pour fuite d'eau ? Toilette : qui appeler ? Pas d'interlocuteur SIGUY dans le quartier, il faut se déplacer à l'agence (loin, coûteux) et il n'y a que 10 tickets par jour pour être reçu.
- JLF : la mairie nous a fait des promesses il y a plus d'un an : aucunes nouvelles alors que le chantier de la ZAC avance. Sentiment de ne pas exister
- PB de l'inoccupation et du manque d'activité pour les jeunes : constat partagé dans la cité et dans le quartier spontané même si les PB sont visibles différemment (en terme de lieux notamment)
- PB : sentiment d'insécurité vers l'épicerie le soir
- L'image du quartier dépend surtout de la condition de vie des gens. Peut-être une mauvaise image des habitants de JLF mais pas des habitants de la cité.
- La dégradation du quartier dégrade l'image de soi-même. L'accès à un logement décent permet l'ascension sociale
- Réflexion d'une habitante : en métropole, dans ce genre de quartier (cité école V), on constate beaucoup plus de problèmes qu'ici : insécurité notamment.

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Le plateau sportif dans la cité mais trop petit et sur occupation + mono fonction (un seul jeu à la fois)
- Présence d'un libre-service – épicerie, auto-école au pied de la cité
- Espace public qui a du potentiel mais aucun aménagement (manque juste de planter des fleurs et des arbres)
- Service de nettoyage des espaces collectifs
- Les écoles à proximité : plus de sécurité pour les enfants

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Installer des locaux poubelles – ou bennes pour les habitants de JLF
- Monter une antenne d'aide sociale dans le quartier Ecole V pour aider les gens dans les démarches administratives car les structures qui peuvent aider ne sont pas (ou sont mal) connues et sont loin (problèmes de proximité, de visibilité et méconnaissance des institutions support)
- Créer des infrastructures pour les jeunes : plateau sportif et terrain de jeux pour les enfants (aussi pour les filles : marelles, balançoires...), car les enfants et jeunes jouent dehors, casse les vitres des voitures avec ballon = conflits et risque de ghettoïsation si pas de jeux et d'activités pour les jeunes

- Cité école V : utiliser des protections quand passage de la débroussailleuse pour préserver les logements du RDC
- Recruter une autre femme de ménage pour les espaces collectifs de la cité école V car trop de boulot pour trop peu de personnel.
- JLF : demande accès à une eau potable (même si bornes fontaines) et électricité (même si provisoire)
- Idée de présidentialiser la cité. Oui mais pourquoi ? les problèmes ne seront pas pour autant réglés car il s'agit de PB internes
- Créer une maison de quartier dans la cité pour occuper les jeunes et créer de l'activité pour tous
- Implanter un cabinet médical, une pharmacie dans le quartier
- Faire enlever les épaves de voitures situées dans la cité mais aussi dans toute la ville
- JLF : Aménager le pont de l'entrée principale pour pouvoir faire rentrer les services et améliorer les axes principaux du quartier car les enfants marchent dans la boue et sont salies pour aller à l'école. Installation de bornes fontaines pour avoir un point d'eau potable comme dans les autres quartiers. PB aussi car les enfants ne peuvent parfois pas se laver quand les récupérateurs d'eau sont vides.
- Organiser plus de réunions entre voisins pour discuter entre voisins
- Créer une association ou comité des habitants pour faire remonter les problèmes
- Organiser des rencontres avec la SIGUY pour parler des problèmes

➔ Atelier n°6 réalisé en bordure des quartiers Ecole V, Flore, Maryflore, Maripa et Vietnam – 35 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Problème d'accèsion à la propriété et titre de propriété (escroquerie du promoteur): quartiers LES Maripa et Maryflore. Affaire qui dure depuis des années avec le promoteur Roth. Les habitants se sont réunis et ont pris un avocat. La mairie a dit qu'elle comptait acheter le foncier pour pouvoir régulariser les habitants. Pas d'éclairage public ni de raccordement téléphonique (donc pas d'accès à internet). Problème de l'entretien des espaces publics car foncier à Roth ? Aucun entretien par la mairie ou régie des quartiers. Les habitants emploient eux-mêmes des jobman pour entretenir l'espace public. Seuls les camions poubelles assurent un peu de service public dans les quartiers.
- Vietnam – problèmes de base : pas d'accès à l'eau courante, pas d'électricité, question sanitaire préoccupante, problèmes d'accès et cheminements alors que beaucoup d'enfants (boue, les enfants se salissent sur le chemin de l'école), PB de ramassage des ordures car dépôt devant l'école alors que ce n'est pas un lieu approprié. PB d'insécurité : les voleurs se cachent dans les recoins du quartier. Risques liés aux fils électriques : les pompiers ne peuvent pas s'enfoncer dans le quartier. PB logement : trop petits et familles nombreuses
- Vietnam : on parle aux habitants d'un relogement depuis 10 ans et aucune nouvelle... Les habitants vont un jour être expulsés alors qu'aucune solution n'est proposée. Etre relogés : quand et où ?
- PB de la pollution (notamment contamination via les toilettes) de la crique et pas d'entretien. Santé publique : des enfants et jeunes se baignent dedans : PB. Problèmes de rats et serpents dans les quartiers liés à la présence des déchets, la végétation non entretenue, les carcasses de voiture, et la présence d'égouts : attention chikungunya et dengue : beaucoup de cas dans le quartier à cause des moustiques liés aux conditions de vie !
- La « baigoneuse » rentre seulement dans l'allée principale de Vietnam mais ne diffuse pas d'anti moustique au fond du quartier (le plus dégradé et où se trouve les carcasses de voitures)
- Problème d'adressage du quartier Vietnam et boîtes aux lettres défoncées et cassées car situées le long de la route et donc trop loin des maisons ?
- Pour tous les quartiers : pas d'espaces de jeux, les enfants jouent dans la rue : dangereux et pas d'activité : oisiveté des jeunes

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Des habitants de Vietnam soulignent qu'ils sont dans le quartier depuis 33 ans et qu'ils ne souhaitent pas le quitter.
- Mauvaise image du quartier Vietnam et de leurs habitants (d'où le nom Vietnam – référence à des conflits dans les années 90 où la gendarmerie avait survolé le quartier en hélicoptère)
- PB d'accès au droit à la sous-préfecture pour obtenir carte de séjour et renouvellement du titre (qui prend trop de temps et donc les habitants deviennent sans papiers pour un laps de temps et coupure des allocations familiales qui constituent parfois la seule ressource d'une famille)
- Manque de communication concernant le relogement ou l'éviction des habitants de Vietnam : les habitants souhaitent avoir des informations
- Problème de référence : les enfants voient les jeunes en exemple alors qu'ils n'ont pas d'activité. Mauvaise influence.
- Femme seule avec enfants (une majorité) : PB de garde des enfants pour pouvoir faire des jobs, fin de mois difficile, gestion du logement couteux, insécurité dans les maisons de Vietnam quand il y a seulement des femmes.
- Le bureau de poste : PB de gestion, file d'attente pendant des heures, mauvais accueil du personnel. C'est une épreuve d'y aller !

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Installation de bornes fontaines à l'entrée du quartier : positif mais elles sont situées trop loin du fond de quartier. Ne profitent pas à tous les habitants car le transport de l'eau est difficile du fait de l'état des accès et cheminements dans le quartier et étroitesse entre les maisons par endroit

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Création d'autres bornes fontaines dans le quartier, vers le fond du site ou dans lieu stratégique qui puissent bénéficier à plus de monde.
- Créer une aire de jeux pour les enfants car dangereux de traverser la route pour aller jouer sur le terrain vague qui longe l'aérodrome

→ Atelier n°7 réalisé dans le quartier des Bardeaux regroupant les habitants de la Charbonnière, Moucaya, Flamboyant, cité Sapote – 13 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Moucaya : PB canaux d'irrigation (fossés) pas assez souvent nettoyés par les services, peu débroussaillés. En saison des pluies, ils débordent et prolifération de moustiques. Ils ne sont pas assez profonds selon les habitants.
- Personnes handicapées : espaces publics : sol défoncé, complique le déplacement
- Epaves de pirogues et de voitures (eau stagnante, moustiques, pas joli, danger enfants)
- Ruelles du quartier des Bardeaux : appropriation des chemins par les habitants et privatisation : PB pour se déplacer
- Petites parcelles et peu de jardin : danger pour les enfants qui jouent dans la rue et sur les routes
- Sur-occupation des terrains de jeux et de foot (trop d'usagers) et « conflits » de génération : quand les jeunes viennent pour jouer, ils chassent les enfants qui n'ont plus de lieux pour jouer (les enfants n'ont que les terrains des jeunes pour jouer) : PB dans tout Saint-Laurent

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- PB de régularisation administrative et de naturalisation pour les adultes et surtout personnes âgées : apprendre la langue française quand on est vieux impossible (ex d'un papi présent en FR depuis ses 15 ans mais qui vivait sur le fleuve et qui paie des impôts...) : discrimination des « vieux ».
- PB personnes handicapées non régularisées : PB de logement, mauvaise condition de vie car obligé de cohabiter pour solidarité familiale (surpopulation dans taudis – ex : 9 personnes dans une pièce dont 7 enfants). PB aide à domicile vu les conditions de vie, PB carte de séjour (renouvellement difficile car handicap pour se déplacer et faire la queue à la sous-préfecture), PB : les handicapés ne sont pas prioritaires dans les administrations (dans la pratique) : attentes très longues, déplacements successifs (et coûte cher quand on ne peut pas se déplacer, le droit n'est pas appliqué (poste, sous-préfecture, mairie, CAF, Sécu..., demande de logement social des personnes handicapées : pas prioritaire (est-ce normal ?)
- Image du quartier : contradictoire car la Charbonnière a (à la fois) mauvaise réputation (quartier dangereux, voir bidonville) et en même temps, quartier dynamique, cher aux Saint-laurentais (même les métros sortent à la Charbonnière et recherche l'ambiance festive du quartier)

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Commerce informel positif car proximité et animation dans le quartier + horaires flexibles (mais PB car beaucoup de personnes sans papier)
- Les plus grosses nuisances liées au commerce informel sont le bruit (musique tard) et le stationnement qui est anarchique
- Pas d'emploi pour les jeunes

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Le commerce informel (pratique)
- Le caractère de la Charbonnière « vitrine de SLM », on ne peut pas passer à SLM sans venir à la Charbonnière
- L'histoire de la création du quartier : le « quartier mère » des noirs-marrons (du fleuve et de la ville)
- L'ambiance qui rayonne sur tout SLM (un quartier particulier qui son rôle dans la ville) : « on trouve tout et à toute heure à la Charbonnière »
- La vue sur le fleuve ! Coucher de soleil !

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Epaves voitures et pirogues : identification des propriétaires par la police municipale ? pas suffisant ! Il faut les enlever une bonne fois pour toute !
- Aménager un terrain de jeux pour les enfants sécurisé (référence à l'aménagement de l'office du tourisme, avec balançoire, marelle, jeux, sable...) + un autre terrain pour les jeunes
- Créer des petits bars et stands organisés sur le bord du fleuve (organiser ce qui existe déjà et créer un aménagement plus clean).
- Aménager les berges (ref : office du tourisme mais avec cachet Charbonnière et quartier populaire : non aseptisé)
- Valoriser le rapport au fleuve par l'aménagement des berges (mais attention : aménagement solides contre dégradations : palmiers, arbres, bancs, promenade et jeux + bars...
- Les jeunes : mettre en place des formations, créer des stands sur la berge pour qu'ils puissent avoir des ressources, recruter des jeunes du quartier pour gérer l'entretien du quartier (plus respect des autres = moins de dégradation) via insertion

→ Atelier n°8 réalisé dans le quartier Paul Isnard – route des chutes Voltaires – environ 80 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Logement : insalubrité, sur occupation des logements, pas d'électricité donc groupes électrogènes (cher et danger de vols),
- Routes et accès aux quartiers en mauvais état : danger quand il faut appeler les pompiers, enfants sales pour aller à l'école, difficile de se déplacer
- Logements proposés (quand ils sont proposés aux familles trop petits : inappropriés) et les habitants ne veulent pas être relogés dans les logements à étage (préfèrent leur logement actuel s'il était amélioré ainsi que le quartier).
- PB sécurité dans les logements : bougies – incendie (2 bébés morts il y a quelques mois) et dans le quartier : car pas d'éclairage public. Peur d'incendie à cause des câblages informels.
- PB Bornes fontaines : situées trop loin du fond de quartier (enfants danger pour s'y rendre le soir)
- Déchets : les gens jettent dans le canal car pas de poubelles individuelles et les bennes sont situées trop loin
- Pas de lieux pour jouer (enfants)

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Manque de dialogue avec la mairie concernant le devenir des quartiers. Les habitants de Paul Isnard (terrain public attendent un relogement depuis 15 ans alors qu'ils ont été placés sur le terrain pour quelques mois)
- Sentiment collectif de discrimination des noirs (en général) dans toutes les démarches et administrations : accès à l'achat d'un terrain par exemple alors que les blancs squattent des terrains agricoles et on ne leur dit rien
- Sentiment de stigmatisation : les « habitants voleurs » car raccordements informels : on est obligés, pas d'autres choix et on paie !
- Sentiment d'exclusion : on gère tout nous-même (entretien des sites)
- PB de communication et d'information : Certains habitants sur place depuis 22 ans : est-ce qu'on peut nous « virer » sans solution ? est-ce qu'on peut acheter notre terrain ? On paie des taxes foncières pour rien !
- Insécurité en général : foncière, sanitaire, liée aux mauvais accès et à la route passante sans éclairage public
- Etre une femme dans le quartier : pas d'intimité (toilette, lavage corporel), mauvaise image de soi : indigne, difficulté physique : transport de l'eau depuis la BF ou depuis un puits. Les femmes doivent tout gérer : la maison, trouver des ressources, les enfants : car beaucoup d'hommes n'assument pas leur paternité
- Mauvaise image du quartier : dangereux, habitants dangereux... les taxis informels ne veulent pas déposer les habitants le soir tombé

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Pas de lecture claire des institutions, manque d'infos. Il n'y a pas d'emploi à SLM, pour personne (pôle emploi n'a pas de solution, c'est général)
- Manque de formation pour les jeunes et université à SLM : PB car les enfants partent loin faire des études et les parents ne peuvent pas les aider (doublement difficile pour se loger loin de la famille)

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

-

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Demande de rencontre avec le maire pour qu'il se prononce sur l'avenir du quartier (terrain public)
- Pouvoir construire légalement sur un terrain si pas de relogement possible
- Créer une association dans le quartier pour permettre des discussions entre habitants plus libres que ce format (sans agents mairie)
- Créer une aire de jeux pour les enfants car ils jouent sur un terrain vague

- Créer une structure ou un lieu qui puisse aider les femmes dans les démarches (administratives) et pour proposer ou mettre en place activités pour les femmes et les jeunes femmes (jeunes mamans)
- Créer un lieu agréable pour faire du sport (jeunes mais aussi adultes), loisir, discussion et détente car il y a des problèmes de base très importants mais les habitants ont aussi des envies plus légères qui leur permettraient de souffler un peu et oublier les problèmes quotidiens
- Créer une crèche pour que les mamans puissent aller travailler (même si jobs)

➔ Atelier n°9 réalisé dans le quartier Saint-Maurice cités 1, 2, 3 et 4) – environ 10 participants

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- PB des fausses sceptiques qui débordent en saison des pluies (mais aussi en saison sèche à cause du sable)
- Toilettes : remontées d'odeurs. Toilettes bouchés dans de nombreux logements et chasses d'eau ne marchent pas. PB pires depuis que la cité 4 a été construite
- Les compteurs électriques en mauvais état ? compteurs sautent souvent, plusieurs prises ne marchent pas dans les logements (plusieurs cas de matériel grillés : ordinateurs, frigos, télé) : réponse SIGUY : pas de la faute du bailleur, voir avec EDF
- Demande à la SIGUY de mettre des tobogans et jeux pour les enfants car juste à Saint Maurice 1 et 2 = trop d'enfants (+ les enfants des autres quartiers : Djakarta, les autres St Maurice...) – conflits
- Logements : PB des personnes âgées qui sont logés à l'étage (transporter les gaz, monter les marches, impossible selon la SIGUY de les reloger en RDC.
- Logement : problèmes chauves-souris, PB fuites d'eau
- PB de la rue intérieur qui de fait est une route : les gens roulent trop vite alors que zone 30, très dangereux pour les enfants !
- PB du kiosque : bruit des enfants qui jouent pour les habitants du RDC. Fait office d'abris pour les délinquants, insécurité, les mamans ne peuvent pas réagir (peur d'agression)
- Logements : PB de bruit des planchers à l'étage (mauvaise isolation phonique). Pas de raccordement télé. Les habitants sont obligés de poser des paraboles et de négocier avec les voisins du RDC (il y a internet et le téléphone)
- Factures d'eau et d'électricité énormes du fait des fuites et dysfonctionnements électriques = + peur d'électrocution des enfants

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Relations avec la SIGUY : pas de réponses du bailleur quand PB, aucune proximité, réponses mettent plusieurs mois
- Dégradation des jeux et du quartier : prévenir par la communication, que les parents jouent un rôle de relais, les casseurs ne sont pas forcément les enfants et les jeunes du quartier
- Loyer 700 – 800€ alors que la SIGUY ne répare rien
- Manque de lien entre voisins car pas d'activités dans le quartier
- Jeunesse : affrontement entre quartiers – pas de visibilité (vers le kiosque)

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Les jeux pour les enfants : très bien pour les parents et les enfants (calme, sécurisé, agréable). Est-ce la SIGUY ou la mairie qui les a mis en place ? Suppose que c'est la mairie.

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Installer des dos d'âne pour réduire la vitesse dans le quartier : important !
- La SIGUY doit mettre un gardien sur place du fait du nombre de logement pour faciliter la communication et médiation avec les locataires

- Tailler les arbres pour plus de sécurité (la nuit vers le kiosque)
- Créer un terrain de foot ou lieu pour jouer au ballon car les gamins cassent les voitures avec ballon
- Enlever le kiosque et clôturer pour terrain de jeu (ballon) ou éclairage pour plus de sécurité
- Créer une maison de quartier avec animateurs qualifiés (car les parents ne sont pas les bonnes personnes pour gérer les conflits – trop de proximité)

→ Rencontre n°10. Atelier réalisé dans le secteur Paul Castaing (à l'Ouest de la crique des vampires) – environ 35 participants, le 8 avril 2015

NB : Les habitants de Paul Castaing Est ont été invités à l'atelier Chekepatty – Paul Castaing Est (compte rendu commun sur la fiche quartier Sable Blanc – Chekepatty). Les habitants des quartiers de la Semsamar et de Djakata ont été invités à participé à l'atelier réalisé à Baka Lycée.

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Foncier : plus d'une trentaine d'habitants paient une taxe foncière alors que pas d'accès à un compteur électrique ni eau (EDF demande la propriété foncière pour poser un compteur)
- Chemin : route Paul Castaing (que les habitants considèrent juste comme une piste) : poussière en saison sèche (salissure, inhalation), boue en saison des pluies (souliers souillés des enfants pour aller à l'école), aucun éclairage public : dangereux pour les personnes, risques d'agressions, nids de poules énormes....
- Le pont des vampires : dangereux pour les enfants ! (peuvent tomber, ceux qui se baignent dans la crique).
- PB bus et pont : car certaines compagnies de bus ne veulent pas passer dessus, donc pas de ramassage scolaire (il faut aller jusqu'au sables blancs)
- Manque de transport en général ici et partout et à SLM + terrains de jeux = primordiale à la vie si on est en Europe
- Aucun terrain de sport et de jeux pour enfants et jeunes
- L'ARS est passé en période de Chikingunya pour dire aux habitants de jeter l'eau récupérée pour lutter contre : oui, mais c'est notre seule source pour boire !
- PB de la poste !!! Mettre + de postes et + d'agents car très gros dysfonctionnements !

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Sentiment d'exclusion : ils ont fait la moitié de la route, et aucune amélioration devant chez eux
- Rapport à la ZAC : aucune info ni menaces d'éviction : les habitants ne savent rien, mais peur de l'éviction du jour au lendemain et PB car pas de solutions pour tous (trop de monde + quid des personnes sans papiers)

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

-

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Route Paul Castaing : stabilisation à minima de la route : comme devant Djakata (passer une première couche), même si temporaire en attendant son aménagement global
- Installation de bornes fontaines car beaucoup d'enfants !
- Les habitants peuvent être des relais et des bons guides pour les services genre ARS, pour passer la « baigoneuse » (jamais vu jusqu'alors)
- Créer un terrain de jeux pour les enfants et un terrain de sport pour les jeunes, même à minima, mais pour leur procurer une activité
- Créer une association (s'appuyer sur freedom fighter ? nombreux habitants pas d'accord) pour créer des événements + cours d'alphabétisation pour adultes : mais quid de

l'organisation à la FR, accompagner les habitants car les statuts et les démarches font peur (paraissent compliquées)

- Créer point d'eau : bornes fontaines
- Améliorer le fonctionnement de la poste

➔ Atelier n°11 réalisé dans le secteur des Malgaches – environ 50 participants, le 9 avril 2015

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- L'accès au quartier : cotisations entre voisins pour boucher les nids d poulx mais ce n'est pas suffisant, accès très difficile en voiture (un habitant aurait financé à hauteur de 1 100€ pour des travaux il y quelques mois). PB pour accès des pompiers et ambulances
- Le long de la route RN1 – PB de ramassage des déchets : les bennes ont été retirées car déchets à côté des poubelles : PB car c'est souvent les enfants qui jettent les poubelles et ne peuvent pas atteindre la benne. Du coup, les habitants brûlent les déchets ou les déposent dans des « espaces dédiés » : PB environnement, moustiques, santé publique
- Pas d'électricité : groupes électrogènes : chers et dangereux
- Puits : dangereux pour les enfants
- Accès : pas d'éclairage : danger le soir pour ceux qui travaillent notamment et les enfants tôt le matin quand ils vont à l'école (peur agression et bestioles, animaux)
- Boîtes aux lettres : dégradées, cassées car trop loin des logements ? qui les dégradent ? certainement pas les habitants du quartier qui en ont besoin

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Une habitante excédée : Le quartier des Malgaches est situé en plein centre-ville ! Elle habite le quartier depuis 1978, elle a été à l'école française, elle a fait ses devoirs à la bougie et ses propres enfants doivent faire leur devoirs également à la bougie, une génération plus tard, rien n'a changé ! Elle dit qu'elle est devenue aveugle à cause de cela, que les institutions leur mentent et les ignorent depuis des années, ils n'existent pas !
- Pas de lieux de rencontres (lieux pour parler entre habitants et se rencontrer, se connaître pour mieux vivre ensemble) : du coup, pas de cohésion entre les gens – même si pas de conflits
- Confusion foncière et morcellement : le service des impôts passent dans le quartier, certains paient des taxes foncières et d'autres non, mais pourquoi payer des taxes ? Un jour, régularisés et propriétaires du foncier ? Aucun service public alors que les habitants paient ? Sentiment collectif : « on fait un business sur notre tête, aucun titre foncier alors qu'on paie des taxes chaque année pour rien en retour (services publics)
- Confusion foncière (public – privé) : ne facilite pas les actions et bloque tout selon les gens : pas d'eau, d'énergie, de titres de propriété...
- Confusion foncière et manque d'info et de communication : ex d'un homme qui paie une taxe foncière et d'habitation, qui a demandé d'acheter le terrain à France domaine, qui l'a renvoyé à la Mairie, puis la mairie l'a redirigé vers l'Epag... Toujours pas de réponse depuis 2007. Parcours du combattant...
- Etre une femme dans le quartier : peur des agressions, manque d'hygiène en général, manque d'intimité (toilette intime, lavage corporel, sur occupation dans les logements et PB quand couple – relations sexuelles)
- La question des papiers : démarches successives, attente très longue pour réponse et renouvellement de titre de séjour, lourdeurs administratifs, mauvais accueil dans l'institution, pas d'accompagnement et structure pour aider les gens, cartes périmées = allocations suspendues, pourtant seules ressources souvent...)
- Scolarité des enfants : mauvais état des routes, souliers souillés...
- Les jeunes : justes peuvent jouer au foot, aucune autre activité

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Condition économique indissociable du logement → Relogement dans parc social locatif impossible car il faudrait un travail fixe pour pouvoir payer le loyer, sinon, expulsion et retour à la case départ

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Présence de 2 bornes fontaines. Facilite le quotidien mais mal placées, ne profitent pas à tous les habitants (transport de l'eau, distance des points d'eau jusqu'aux maisons...)

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Reposer des bennes de ramassage des ordures et poser un panneau à côté qui explique le fonctionnement (pour responsabiliser les habitants et pour éviter qu'on les enlève à nouveau)
- Mettre en place un référent pour la benne à ordures (et roulement) pour meilleure gestion et information
- A la prochaine réunion, les habitants auront des idées à nous proposer, là ils ne s'attendaient pas à ce type d'atelier et de démarche. Ils vont se concerter d'abord entre habitants

➔ Rencontre n°12. Atelier réalisé dans le quartier Acacias (étaient invités aussi les habitants de la cité orchidée) – 4 participants, le 12 avril 2015

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Déchets : PB des encombrants entreposés un peu partout : manque de visibilité des points de stockage et pas de ramassage régulier
- Les enfants jouent dans la rue car pas d'espace de jeux
- Cité orchidée : un agent nettoie tous les jours mais c'est toujours sale : ordures, déchets, berges du Maroni polluées, accès défoncés, insécurité des RDC car commerce informel et piroguiers d'Albina
- Pas d'éclairage public partout : insécurité – braquage dans les rues non éclairées
- Pas assez de poubelles publiques : n'incitent pas à jeter ses déchets correctement

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Maison de quartier : PB de gestion (récupérer les clés : savoir où les récupérer + écrire une lettre = fastidieux et pas spontané). Pas assez d'activités proposées. Les jeunes s'approprient l'extérieur et jouent à la console mais ne peuvent pas rentrer (quid de la responsabilité).
- Association inactive (qui gère maison de quartier)
- Pas d'activité (babyfoot, donc les jeunes fument et boivent)
- Pourquoi doit-t-on aller au quartier officiel pour trouver des jeux pour les enfants ? Disparité alors que personne n'habite le quartier officiel !
- papiers)
- Incivilité : dégradation (lampadaires, boîtes aux lettres, grillages...)
- Communication : il faut se moderniser : les jeunes utilisent facebook et les réseaux et n'écoutent plus RLM ou UDL

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

-

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Aménager espace de jeux pour les enfants dans les dents creuses !
- Idée pour les encombrants : créer des petits murets et dalle de béton + affichage pour signaler les points de collecte (pour plus de respect)
- Idée de poser un panneau, point d'info dans un lieu identifié par les habitants (pour horaires et jours encombrants, réunions de quartier, pharmacie de garde, passage de l'ARS...)
- Poser des poubelles publiques partout dans la ville
- Se réapproprier l'espace public pour prévenir les dérives
- Créer des événements dans le quartier pour recréer du lien entre voisins et générations

- Ré ouvrir la maison de quartier (gestion, organisation)

→ Rencontre n°13 – Focus groupe réalisé au village Paddock – trois personnes (chef coutumier et deux représentants associatifs), le 8 avril 2015, 15h30 – 16h30

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Gérer les zones marécageuses
- Erosion des rives avec la marée
- Problème de l'entretien de la salle polyvalente : quand les habitants la géraient, la salle était beaucoup plus propre ainsi que les sanitaires
- Pas d'éclairage public à Jérusalem (OK à Paradis). Paradis : la moitié des maisons raccordées au tout à l'égout (la moitié de la route)
- Une trentaine de maisons n'est pas raccordée à l'eau et électricité
- Eau polluée à cause de la station d'épuration : pas de baignade car risque d'infections : dommage vu la qualité du site : les habitants auraient aimés aménager une plage (possibilité à Paradis ? mais accès difficile et eau polluée ?)

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Problème de la démographie de Paddock alors que plus de terrain à construire : ou il faudrait aménager et stabiliser les zones marécageuses mais PPRI impossible

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Terrain de sport : bien et éclairé : profite aux habitants mais aussi aux écoles alentours et jeunes des autres quartiers = sur occupation

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Le terrain de foot
- La salle polyvalente mais gestion à optimiser : le chef du village demande qu'on leur « rende la clef » (c'est le contrat de ville qu'il l'a et nécessité de faire un courrier (compliqué, fastidieux et pas normal si le lieu doit servir au quartier...))
- Quelques maisons sont à louer dans le village à des gens de l'extérieur (autorisation du chef coutumier).

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Installer un plateau sportif (en discussion avec les services techniques)
- Créer 2 petits abris pour les joueurs et vestiaires (terrain de foot)
- Renforcer l'association (car bénévoles), créer de l'animation pour les enfants et les jeunes via des éducateurs professionnels qui seraient embauchés via contrats d'insertion → chercher des subventions : contrat de ville peut les aider dans les démarches
- Faciliter la gestion de la salle polyvalente (PB de clefs) pour pouvoir l'ouvrir davantage et visibilité de tous sur le planning car la salle est occupée par de nombreuses autres asso de SLM : « on est ouvert mais on veut aussi pouvoir s'en servir, réaliser des fêtes de quartier, des repas entre voisins »
- Projet de construction d'un carbet de passage pour les amérindiens du fleuve. Il y a déjà un carbet mais détérioré. A détruire et à reconstruire + sanitaires aux normes handicapées)
- Des profs qui habitent le village veulent construire un petit carbet pour aide aux devoirs, le chef veut les aider (gestion du local par les villageois) = besoin d'aide financière de la mairie ou matériaux
- Faire un dégrad à Paradis
- Pose de dos d'âne sur la rue principale (5 seraient suffisants selon le chef) pour réduire la vitesse : danger pour les enfants

- Goudronner le chemin de Jérusalem et Paradis
- Extension du réseau d'eau au niveau du deuxième pont (au niveau du canal)

→ Atelier n°14 – Focus groupe réalisé dans le village Balaté – 15 personnes (chef coutumiers, habitants, associations), le 27 mars 2015, 14h30 – 16h30

Constat liés à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Secteur : Martin Kondré (+- 20 maisons) PB d'accès – allée des Goyaves (défoncé). Il n'y a pas d'assainissement, pas d'éclairage public + pas de bornes incendie
- PB des berges : inondations naturelles. PB pour quelques familles.
- Pas d'assainissement collectif donc pollution de la crique alors que les gens se baignent. Il y a des fosses septiques et toilettes à l'extérieurs (style Baka housou) mais pas aux normes. épandage impossible car terrains trop petits
- Berges : PB de déchets sur la plage proche de la Charbonnière + PB des marées → érosion

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- PB déchets : principalement des bières le lundi matin devant l'entrée de l'école (incivilité)
- Les jeunes : incivilité mais pas de violence, beaucoup de consommation d'alcool, drogue (à relativiser), pas d'activité du coup : petits vols. Intimidation et parfois des débordements mais pas d'agressions
- Pas de discrimination Homme – Femme
- Petits conflits : bruits de la Charbonnière, déchets sur la plage (par les personnes extérieures au village) du coup les habitants de Balaté en ont marre et ne nettoient plus
- Problèmes des chiens (des gens + les chiens errants) : sources de maladie dont puces chiques !
- Besoin de décohabitation des enfants mais PB car plus d'espace pour construire de nouvelles maisons dans le village : quelles solutions ?

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- La salle polyvalente : mais gestion non adaptée (PB de clefs à optimiser car il faut faire une lettre à la mairie... pas d'appropriation spontanée possible)
- Le terrain de foot rénové
- Blocs de béton vers la plage (direction Charbonnière) qui empêchent les voitures d'accéder
- Beaucoup d'associations à Balaté
- Petites créations d'entreprises
- 2 emplois d'habitants du quartier pour l'entretien du village via conventions avec mairie (avant il y en avait 23)

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Terrain de foot : à agrandir et amélioration pour mise aux normes (les assos veulent de l'aide de la mairie)
- Aire de jeux pour les enfants
- Le carbet culturel : en faire un point d'accueil, d'échange, l'ouvrir d'avantage au village
- Création d'un skate Park (demande de jeunes)
- Valoriser la plage et l'aménager : carbet de loisir, aire de jeu, organiser des petits festivals
- Améliorer la gestion de la salle polyvalente (gestion des clefs) et créer plus d'évènements + l'aménager avec des tables et chaises
- Coordination des associations pour mettre en place des activités pour l'été
- Proposition de mettre en place une maison culturelle amérindienne (quid de la salle polyvalente ?)

- Motiver les habitants à mettre en place des actions et structures éco ?

➔ Rencontre n°15 – Focus groupe réalisé au village Pierre (chef coutumier exclusivement selon sa volonté) – une personne rencontrée, le 23 avril 2015, 14h30 – 15h30

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Problème de foncier : conflit avec un privé concernant une propriété qui a obtenu un PC près de l'accès à la crique et qui dans le bornage initial bouchait l'accès aux villageois. Procès : les habitants ont gagné.
- Terrain de foot : PB entretien, la mairie n'aide pas assez le village (besoin de le niveler car pas conforme pour réaliser des compétitions)
- Eclairage public pas partout dans le village

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Le chef coutumier doit être sollicité pour chaque demande et doit être le représentant des habitants (le seul interlocuteur légitime selon lui)
- L'autochtonie n'est pas reconnue par l'Etat français. Pourtant les amérindiens sont sans-frontières
- Discrimination communautaire envers les amérindiens : selon le chef cela concernerait l'emploi, l'accès au foncier, l'accès aux droits
- Le chef coutumier considère qu'il est considéré par les jeunes et qu'il n'y a pas de perte de son autorité (et légitimité). Il considère également que la tradition perdure (artisanat, modes de vie...)

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Aire de jeux en cours de construction

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Pas assez de recul sur la vie du quartier pour pouvoir proposer des choses
- Demande de goudronner la route principale
- Création d'une salle polyvalente
- Réhabilitation du carbet construit par la mairie
- Que le chef coutumier soit le seul interlocuteur auprès de la mairie (pas les associations ni les habitants...)

➔ Atelier n°16 – Focus groupe réalisé dans le village de Terre rouge – 2 représentants associatifs (ASC terre rouge – Kadawosin), le 27 mars 2015, 8h30 – 10h00

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- PB vitesse sur la route principale, les gens ne respectent pas la limitation à 30 Km/h. Dangereux pour les enfants. Déjà un accident mortel
- Chemin principal cabossé et pistes qui vont dans les autres parties du village encore plus défoncées.

- Pas d'éclairage public partout
- Nouvelles constructions non raccordées (pas d'eau et pas d'électricité)
- Salle polyvalente positif, mais pas assez utilisée → PB de gestion des clefs. Pas assez ouverte alors que les jeunes n'ont rien à faire
- Pour construire un carbet traditionnel, constructeur légère, il faut un permis de construire (et PB consuel, démarche, faire les plans) : PB de référence, difficile de perpétuer la tradition → non adapté à l'organisation locale alors qu'on leur demande de perpétuer la tradition
- PB de transport pour les habitants

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- La population grandit dans le village mais les infrastructures ne bougent pas.
- Pas de problèmes majeurs, ni conflits. Juste adaptation difficile dans les familles et cohabitations : modes de vie traditionnels des anciens et jeunesse – en recherche de modernité
- PB : consommation d'alcool importante par les jeunes. Drogue moins visible même si certains jeunes fument de l'herbe : l'association Akatai'j est venu faire de la prévention dans le village
- Sentiment que les villages amérindiens ont un traitement à part : ex pas de lumière dans certains logements, pas d'éclairage public partout
- Pas de PB de communication avec la mairie (2 à 3 réunions en mairie par an)
- Bonne relation avec les autres quartiers. Le village est ouvert à tous ainsi que la crique

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Artisanat possible : PB de visibilité des activités existantes
- Les jeunes : manque d'emploi, donner envie et des idées aux jeunes pour les rendre actifs

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Terrain de foot positif mais mauvais état.
- Terrain de volley
- Des travaux sont faits par la mairie dans le village mais toujours sur l'axe principal. Sentiment des habitants qu'il y a une inégalité de traitement selon le secteur
- Transport scolaire passe par le village
- Accès à la crique / espace de baignade
- 2 contrats aidés pour l'entretien du village (deux personnes du village = plus de respect)

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Poser des dos d'âne sur axe principal pour réduire la vitesse
 - Diversifier les activités liées au sport et culturel
 - Revoir la gestion des clefs de la salle polyvalente pour que les asso et jeunes puissent l'utiliser plus souvent. Possibilité de monter des ateliers, des séances vidéo, des jeux, un bar (faire marcher le bar existant). Elle pourrait servir aux enfants et aux jeunes en fin de journée et le WE et aux adultes en semaine.
 - Accès à la crique : projet d'installer un petit snack, bar (privé).projet en cours mené par des jeunes du village (via ADIE) pour créer animation dans le village
 - Utiliser davantage les atouts du villages (salle polyvalente, crique, terrain de foot).
- Atelier n°17 – Focus groupe réalisé dans le village Espérance – 13 personnes (chef coutumiers, habitants, associations), le 27 mars 2015, 10h00 – 12h00**

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Chemins, accès défoncés (nids de poules), par ex la poste ne vient pas au fond du village pour déposer le courrier (la faute à l'état de la route ?)
- Pas d'éclairage public partout (s'arrête à la salle polyvalente) : PB pour se déplacer
- Environ 10 maisons n'ont pas d'accès à l'eau et à l'électricité
- Pas d'internet (trop loin de la ville) : difficile pour les jeunes, notamment pour les études et vie moderne

- Logement : demande de construction de logements LES mais seulement 2 construits alors qu'il y a 12 demandes en cours (PB de financement perso et Etat ?)
- Règlementation et démarches : pas besoin de PC pour construction en bois, mais si en dur, il faut un PC.
- PB car besoin d'un PC pour avoir droit à un compteur EDF et eau : pas approprié au fonctionnement d'un village amérindien
- Terrain de foot : Mairie doit couper l'herbe (mais pas assez souvent réalisé), pas d'éclairage du terrain donc les jeunes en profitent peu
- PB toilettes publics : les détruire et en reconstruire
- Ramassage des ordures difficile à cause de l'état des routes
- L'entrée du village est dangereuse ! pas d'éclairage, risques d'accident
- Transport des personnes extrêmement cher : 30 – 40€ AR pour aller en centre-ville !

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Les jeunes : ils ne s'impliquent pas dans la vie locale, dans les assos existantes (les assos se retrouvent seules avec le chef coutumier)
- Certaines associations ne considèrent pas le capitaine comme une personne référentes à consulter. Du coup, petits confits dans le village et quid de la représentativité du Chef coutumier.
- PB avec une asso qui avait un projet de carbets touristiques qui est devenu des locations permanentes (pas cette vocation dans village amérindien et obligation d'accord du capitaine). Certains projets de l'asso sont bons mais pas de concertation

Demande du chef, des associations et de quelques habitants

- Réfection des rues du village
- Construction nouvelle salle polyvalente
- Terrain de football à mettre aux normes
- Extension réseau eau et électricité, éclairage public
- Reconstruire le bâtiment des toilettes publiques
- Réfection du dégrad accédant au fleuve
- Elaguer les grands arbres (urgent)
- Espaces pour créer des abattis et occuper les jeunes qui partent à la dérive
- Soutenir et accompagner les associations qui souhaitent mener des actions dans le village.

→ Atelier n°18 – Focus groupe réalisé dans le village de Prospérité – 2 personnes (chef coutumier et sa compagne), le 02 ou 06 avril 2015, 15h30 – 17h00

Demande du chef coutumier :

- 1 groupe scolaire : maternel et primaire
- Réfection du chemin d'accès du village
- 1 salle polyvalente
- Mettre leur terrain de football aux normes
- Logements
- Cabines de téléphone
- Transport public

→ Rencontre n°19 – Micro-trottoir réalisé dans le quartier des rivages – une dizaine de personnes rencontrées, le 23 avril 2015, matin

Constat liés à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Pas d'infrastructures pour les enfants et les jeunes : PB pour les jeunes → manque d'activités
- Pas d'association pour pouvoir s'informer (à la création du quartier il y avait une asso de riverain mais qui n'est plus active : elle réalisait des repas de quartier et fêtes de voisins)
- Plusieurs terrains vagues mais vides et ne servent à rien
- PB déchets proches de la supérette et encombrants
- Réseaux enterrés pas assez entretenus : en saison des pluies : inondations
- Logements : pas de clôture à toutes les maisons : bien car les gens s'approprient comme ils veulent (végétal, barrière, différent et pas homogène)
- A la conception du quartier il devait être construit une maison de quartier, mais elle n'a jamais été construite par la SIGUY
- Compteurs d'eau mal placés, non protégés donc dégradés (par voiture et par les gens)
- PB du kiosque : trop petit, mal placé, au milieu du terrain vague central donc jeu de ballon impossible et pas éclairé donc squatté par les jeunes le soir (fument, boivent, relations sexuelles) : les habitants ne peuvent pas se l'approprier car sale
- Logements : bien, sauf quelques fuites et PB de toiture (les travaux sont longs quand les habitants appellent la SIGUY pour réparer)
- Quartier éloigné des écoles ; Problème pour transport, notamment à vélo
- Problème de transport : pas de transport public : difficile pour les adultes car pas de solution
- Problème de nettoyage des abords du quartier et terrains vagues : serpents

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Les jeunes et les gamins : ils s'ennuient car loin du centre et du coup, font des bêtises (petits volent, fument des joints, boivent de l'alcool...)
- Le quartier est loin du centre : pas de pistes cyclables
- dangereux de se déplacer car route étroite + les parents ne peuvent pas les surveiller
- Vols dans le quartier au quotidien (petits vols de ce qui se trouve dehors), mais aussi quelques cambriolages
- SIGUY : pas rapide pour répondre quand problèmes. Obligé de se déplacer à l'agence
- Image du quartier : les habitants oubliés par la SIGUY
- Mixité de la population (différentes communautés) : positif
- Quelques conflits liés au bruit nocturne (fêtes, proximité des logements)
- Ce qui rassemble les gens : la sécurité

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

-

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Planter et aménager les espaces libres pour activités
- Créer des points précis pour les encombrants pour rendre plus propre le quartier
- Rendre les jeunes responsables en créant des infrastructures et activités
- Créer une maison de quartier
- Créer un terrain de jeux pour les enfants et un plateau sportif car conflits avec village Pierre (les jeunes du quartier vont là-bas jouer au foot et conflits avec les locaux) → au moins pour les 3 quartiers SIGUY proche les uns des autres

→ Rencontre n°19 – Micro-trottoir réalisé dans le nouveau quartier SIGUY face aux rivages (nom inconnu) – trois personnes rencontrées, le 23 avril 2015, matin

Constat lié à l'urbain – cadre de vie et logement :

- Problème du sable qui bouche les réseaux enterrés
- Grilles d'écoulement d'eau de pluie mal placées (sable et gravillons) qui risquent à terme de boucher les réseaux mais pas de recul car livraison récente du quartier et des logements (moins d'un an)
- Logements bien mais PB de toitures : fuites d'eau
- Ruelles piétonnes empruntées par les voitures
- Abords du site non défrichés (risques de serpents)

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

-

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

-

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Aire de jeux en cours de construction

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Pas assez de recul sur la vie du quartier pour pouvoir proposer des choses

→ Rencontre n°20 – Micro-trottoir réalisés au village Saint-Jean – une dizaine de personnes rencontrées, le 23 avril 2015, 16h00 – 17h30

Constat liés à l'urbain – cadre de vie et logement :

- La route principale est défoncée et les rues aussi
- PB d'accès à l'eau : les habitants non pas de compteurs et son ravitaillés par les militaires du RSMA (avantage : eau gratuite, inconvénient : coupures fréquentes alors que les habitants ne sont pas informés)
- Pas de titre de propriété : autorisation de vivre ici par la mairie mais PB car les habitants ne peuvent pas avoir de compteur EDF sans titre de propriété. Les habitants veulent qu'on les laisse tranquille depuis tant d'années qu'ils sont installés ici (pas d'éviction possible)
- PB majeur : le transport : coûte 40€ l'aller pour le centre-ville en taxi informel

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- Pas assez d'activités pour les jeunes, pas de tournois, terrains de sport, pas d'associations sportives
- Disparition de la fête de Saint-Jean depuis quelques années qui créait de l'animation et faisait venir des gens de Saint-Laurent
- L'image du village : tranquille, paisible et rien à y faire.
- Bonne cohabitation avec les militaires : pas de conflits

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Remettre en place la fête de Saint-Jean
- Créer des associations sportives
- Créer un terrain de foot pour les jeunes qui jouent actuellement sur un terrain vague

→ Rencontre n°21. Focus groupe réalisé dans le secteur Margot – route de Mana – environ 15 participants, le 8 avril 2015

Constat liés à l'urbain – cadre de vie et logement :

- PB de l'eau : pas accès à l'eau potable, pas de raccordement – récupération de l'eau et puits (dangereux)
- Ecoles très loin : PB transport scolaire : cher pour les familles nombreuses (120€/enfant /an) et souvent le bus est en retard le soir (les enfants arrivent à la nuit tombée : danger)
- Pas possible de faire du sport : aucun terrain aménagé – tout est centralisé au centre-ville
- Transport des adultes : pas d'autres choix que faire du stop ou taxis informels : risques agressions et viols (apparemment 2 jeunes femmes récemment)
- PB foncier : certains sont propriétaires, d'autres non, certains terrains sont agricoles et certains sont constructibles
- Gros PB : la route est dangereuse : non éclairée
- Réseau internet : bas débit : coupure très souvent
- Buses et fossés non nettoyés : inondations très fréquentes

Problèmes sociaux et de société (vivre ensemble – cohésion sociale) :

- PB pour les personnes qui demandent la naturalisation : doivent parler FR, mais impossible d'aller prendre des cours en ville car transport trop cher et met beaucoup de temps (5€ Aller et 5€ retour : très cher pour les familles sans revenu...)
- PB sous-préfecture : renouvellement successif de la carte d'un an et pas d'obtention de la carte de séjour de 10 ans alors que les personnes en ont le droit
- Sous-préfecture : lourdeurs administratives, démarches successives pour aucunes réponses...
- Les jeunes ne font rien, traînent chez eux et pas dehors car la route est dangereuse

Problèmes liés à la question économique – formation / insertion :

- Difficultés de se déplacer car pas de ressources

Les points positifs soulevés (urbain – social – économique et autres) :

- Caractère du site : bien de vivre comme au village mais aucun confort : la base – l'eau...

Propositions, idées soulevées et leviers sur lesquels s'appuyer :

- Création d'un terrain de foot et ou basket, pour les enfants et les jeunes (animation et occupation)
- Installation d'une école pour tous les enfants de la route de Mana : important !
- Créer des forfaits pour transport scolaire – familles nombreuses
- Créer une structure (type carbet) qui permette aux associations/ institutions de venir faire des permanences dans le quartier + cours d'alphabétisation pour les adultes
- Renforcer l'association locale pour créer événements dans le quartier (gérer pour cours d'alphabétisation, cours de soutien scolaire, fête de quartier une fois par an...)
- Raccordement eau + éclairage public car route dangereuse à pied
- Poser des ralentisseurs sur les tronçons de route qui sont fortement habités de part et d'autres
- Besoin d'un magasin de proximité
- Besoin d'un cabinet médical ou médecin ambulant

Bref retour sur les ateliers thématiques (réalisés en avril 2015)

Quatre ateliers ont été réalisés au format table-ronde et *brain storming* en mairie de SLM :

- **Atelier n°1 : Cohésion sociale - Santé publique, réussite éducative, accès au droit et à la citoyenneté :** Acteurs ayant des actions dans les domaines de l'éducation (scolaire et périscolaire), de la santé, de l'Action sociale et l'accès au droit et à la citoyenneté (7 avril matin)
- **Atelier n°2 : Cohésion sociale - Animation sportive, culturelle et sociale Vie de quartier :** acteurs ayant des actions dans les domaines de la « vie de quartier », la culture et l'animation, le sport (7 avril - après-midi)
- **Atelier n°3 : Cadre de vie et renouvellement urbain :** acteurs ayant des actions dans les domaines du logement, de l'aménagement et de l'urbanisme, du transport, de la tranquillité publique et de la sécurité, de l'entretien et de la gestion des sites (9 avril - matin)
- **Atelier n°4 : Développement économique, emploi, formation – insertion :** acteurs ayant des actions dans les domaines de l'emploi – service, de la formation et de l'insertion (10 avril - matin)

Les acteurs invités à participer aux ateliers : Les institutions et associations locales ayant des actions sur le territoire (dans les quartiers prioritaires où leurs champs d'actions sont en lien avec la politique de la ville et le public ciblé par le contrat de ville), « des personnes ressources », les chefs de services municipaux (habitat-logement, urbanisme, service technique) et les élus concernés directement de par leur mandat politique par les différentes thématiques.

Les principaux objectifs de ces ateliers consistent à :

- Pouvoir engager une première phase de discussion avec les acteurs dans le but de mettre en place un dispositif de concertation tout au long de « la vie du contrat » (c'est d'ailleurs pour cela que le choix de la Commune a été de les solliciter en phase d'élaboration du contrat ;
- Pouvoir croiser les points de vue avec celui des habitants (issus des 23 rencontres réalisées en parallèles dans les quartiers) afin de s'appuyer sur tous ces retours (thématiques et de terrains) pour écrire un diagnostic qui se veut le plus partagé possible.

Les ateliers ont été volontairement réalisés sur format d'animation minimum¹, l'idée étant que les participants puissent prendre la parole de la manière la plus libre possible et la moins orientée. Il s'agissait alors de rebondir sur les commentaires précédents, d'infirmer, de confirmer, de développer les propos et les points de vue.

Seules quelques questions ont été posées en début de séance par l'animatrice² :

- Quelles sont vos difficultés majeures dans le cadre de vos actions (in situ et/ou de terrain) ?
- Quels sont les points positifs que vous soulevez (société, public cible, quartiers, conjoncture – politique et institutionnelle – actuelle) ?
- Sur quels leviers pouvez-vous (et pouvons-nous) nous appuyer pour mettre en place des actions ?
- Qu'est ce qui « fonctionne » bien dans ce que vous mettez en place ou qui a bien « fonctionné » à un moment donné et qui n'est plus aussi satisfaisant et pourquoi ?

Il s'agissait ensuite pour l'animatrice de « tirer les fils » de la discussion, d'approfondir les sujets, de « relancer » les participants et de prendre note des propos. La prise de note s'est effectuée en direct par l'animatrice, au marqueur sur un *paper board*.

¹ Ce format nous paraît essentiel dans le cadre d'une démarche nouvelle et qui doit se poursuivre sur le long terme avec les différents acteurs : l'équipe du contrat de ville est nouvelle, les directions engagées dans le cadre de la nouvelle politique de la ville prend en partie le contre-pied des actions menées dans le cadre du CUCS et car même si une grande majorité d'entre eux se connaissent et ont pour certains déjà l'habitude de travailler ensemble et/ou d'échanger sur leurs problèmes, ce n'est pas le cas pour toutes les structures.

² Par la « chargée de mission politique de la ville », en charge de l'écriture du contrat.

→ Atelier n°1 - Cohésion sociale - Santé publique, réussite éducative, accès au droit et à la citoyenneté – 30 participants

Eléments de diagnostic

Problème de lisibilité du territoire et difficultés liées au travail de terrain : repérage des sites et donc des personnes, pas de cartographie de tous les quartiers

Difficultés pour suivre les familles pour tous les acteurs de terrain : dues à l'évolution très rapide des quartiers, de la ville et du parcours résidentiel des personnes (pas de suivi concernant le relogement par ex). PB des « perdus de vue ».

Problème d'adressage : Les courriers et convocations au tribunal reviennent souvent sans que les personnes puissent les recevoir. CHOG : pour pouvoir adresser des courriers et bilans, il faut demander aux voisins et à la police municipale pour retrouver la personne (quid du secret médical).

Mobilisation : Certaines associations disent faire du « porte à porte » pour gérer la mobilisation – mais quid du temps que ça prend (jusqu'à 75% du temps qu'on peut consacrer à une action) et quid du type de structure (toutes ne peuvent pas mettre autant de moyen dans le travail de terrain). Il est soulevé aussi de réaliser la mobilisation et les actions en langue locale afin d'être efficace.

Visibilité des structures et lisibilité de leurs champs d'actions : le point de vue est divergeant selon les structures. Certaines considèrent qu'il y a trop peu de structures à SLM pour que la vision des structures soit brouillée. Au contraire, certaines autres considèrent qu'il manque d'informations et de lecture territoriale (où trouver la structure) et thématique (dans quel cas puis-je m'adresser à cette structure, quel est son champs d'action)

Manque de lieux fixes et identifiés dans les quartiers (ex : maison de quartier) : pour pouvoir réaliser des actions in situ.

Illettrisme et non/mal maîtrise de la langue FR : C'est un PB auquel est confrontées toutes les institutions et tous les publics dont les jeunes. Tant de monde ne serait pas concerné si un vrai travail d'accompagnement était engagé dans les quartiers. On peut-être citoyen et s'investir dans la vie locale sans maîtriser la langue FR.

Violence : PB de racket et d'actes de violences proche et dans les établissements scolaires

La question de la jeunesse : les jeunes ont besoin de qualité (animation, formation, enseignement et accompagnement) - exemple des cultures urbaines qui a été un succès

Le problème du transport : Difficile et contraignant pour les habitants de se déplacer jusqu'à l'institution. PB également de transport et de déplacement (asso, institutions) dans les quartiers (PB adressage, mauvais état des accès et chemins (quartiers spontanés surtout).

Turn over des équipes : Turn over des individus, des agents et des équipes ce qui est un PB pour la continuité des actions

Manque de capitalisation et d'évaluation : pas assez de bilans faits (dont ancien CUCS ce qui constitue un reproche/une remarque de certaines structures). Mais « qui va mettre un bilan sur la table et qui a un bilan à jour de ses actions ». Idem concernant l'évaluation : manque d'évaluations généralisé.

Le manque de continuité dans les actions (logiques de projet plutôt que de programme) : exaspération de certaines structures locales, notamment d'être à nouveau sollicité sur un état des lieux (alors que selon elles, cela fait des années qu'elles tiennent le même discours). La pérennisation des actions est indispensable, notamment pour disposer de financements.

Le domaine de la santé : Actions primordiales à mettre en place, axe majeur qui est lié à la question de la solidarité et de la citoyenneté (ex : lutte contre la dengue et le chikungunya qui touche surtout les habitants des quartiers précaires mais aussi tous les habitants de la ville via la propagation des maladies)

Le contrat local de sécurité : mise en perspective et à croiser avec les autres points de vue (la question de la seconde chance notamment à travailler avec le tribunal

Maison de justice (appui dans les démarches, informations sur le droit lié également à la santé et à l'éducation et jugements) et tribunal : complémentarités entre les deux structures. Moins de moyens sont affectés à la maison du droit depuis quelques années, mais en même temps le tribunal gère les

affaires et les audiences sur place. La maison du droit gère des PB et rectificatifs d'état civil notamment (+- 1 500 affaires sur ce point par an).

PB liés à la parentalité : à la maternité précoce, à la paternité non assumée. Il faut mettre en place un accompagnement important sur ce sujet à SLM (attention aux tranches d'âges – anticiper)

Tissu associatif local : Le plus souvent composé de bénévoles. Il y a souvent un PB de savoir-faire et de compétences, dans la rédaction de projets, afin de chercher des financements alors que les démarches sont de plus en plus contraignantes (quid du principe « d'appel à projet »)

Questions soulevées

- Quels sont les engagements de la municipalité ?
- Quelles sont ses priorités dans ce contrat (point de vue politique de la municipalité) ?
- Le transport était une priorité dans le CUCS 2000-2006, qu'en est-t-il aujourd'hui ?
- Comment peut-t-on désenclaver (mobilité) les habitants ?
- Pourquoi le CRPV (Centre de Ressources Politique de la Ville) n'est pas invité à cette réunion ?
- Quelles sont les suites à cette rencontre ?

Propositions

- Réaliser une cartographie de la ville avec les mêmes codes, les mêmes noms (des quartiers mais également des rues), reprenant tous les quartiers de la ville (dont informels) afin de faciliter le repérage, « gagner du temps » pour retrouver des personnes (PRE) ;
- Mettre en place des animateurs de quartiers pour faciliter le travail de terrain et des « ma-raudes »
- Créer des lieux relais dans les quartiers et des panneaux comme supports d'information, de mobilisation, de communication dans les quartiers (pour faciliter les actions de terrain)
- Faire un repérage de personnes ressources pour avoir des interlocuteurs sur site afin de dynamiser la vie des quartiers
- Elaborer une sorte « d'annuaire des structures » pour plus de lisibilité (qui fait quoi comme associations et institutions à SLM) qui serait un outil non figé, dynamique et évolutif
- Travailler sur la responsabilisation des habitants pour lutter contre l'oisiveté notamment des jeunes (effet de groupe)
- Créer un « bureau relais » qui soit en appui aux associations (démarches, structuration, mobilisation car démarches difficiles, SLM est loin notamment de la DRJSCS)
- Mettre en place des actions en fonction des tranches d'âge prioritaires (enfants qui vont devenir jeunes et les jeunes qui vont devenir de jeunes adultes et de futurs électeurs). Stimuler « la politique jeunesse » de la ville
- Développer la participation des habitants car c'est « la participation à la vie locale qui fait le citoyen » – encore attention aux tranches d'âges 13 – 18 – 25 ans pour développer les valeurs de la citoyenneté
- S'appuyer sur le service civique pour mettre en place des actions dans les quartiers, instaurer une médiation et prévention
- Remettre en place « l'atelier santé ville » pour organiser des groupes de travail avec les associations et structures en place à SLM
- Mutualiser les compétences (structures publiques et privés) plutôt qu'être dans un rapport de compétitivité (même si c'est parfois inévitable)
- Pour favoriser l'accès au droit il faudrait développer des relais dans les écoles (éducation à la citoyenneté).
- Les suites : proposition d'une seconde rencontre en juin – septembre avec tous les partenaires pour engager une discussion plus concrète concernant ce contrat de ville : moyens, programmes et actions

→ Atelier n°2 - Cohésion sociale - Animation sportive, culturelle et sociale Vie de quartier – 16 participants

Eléments de diagnostic

Mobilité et transport : difficultés pour que les habitants à se déplacer jusqu'aux structures, pas de véhicules adaptés pour transporter les instruments par exemple (pour créer des représentations hors des salles habituelles) ou les usagers jusqu'aux lieux ou les membres des associations pour aller aux entraînements ou aux matchs – rencontres (ex : joueurs de sport qui n'ont pas de moyens de transport, ou des enfants dont les parents n'en ont pas), pas de lieux dans les quartiers pour créer des événements (les maisons de quartiers sont inactives et trop peu) ou PB de disponibilité des lieux (manque de visibilité des disponibilités – carence généralisée des lieux à l'échelle de la ville)

Activités sportives : délocalisation dans les quartiers difficiles car besoin d'encadrement, manque de qualification des personnes engagées, besoins d'autres espaces (terrains de sport). Le Contrat de Ville peut disposer de moyens concernant le sport mais reste la question du transport pour permettre aux personnes de se déplacer ou aux structures de délocaliser leurs actions

Manque de structure d'accueil pour la création et à la diffusion (événementiel) : pas de vraie salle de spectacle (espace d'importance et de rayonnement) alors que population est très nombreuse, jeune et demandeuse. Attention à développer un lieu neutre (sans appartenance typée sur le plan communautaire) pour garantir le rayonnement des activités et de la structure

Manque d'hébergement sur la commune : pour les artistes en résidence, pour les jeunes en formation, pour les artistes de passage

Visibilité et communication : les outils de diffusion doivent être au maximum diversifiés. Quand l'évènement est intéressant et touche de près le public cible (lycéens, ados, jeunes), il n'y a pas de PB de diffusion à SLM (bouche à oreille, affichage – ex : cultures urbaines). « La difficulté c'est la nouveauté » (événements, programmes).

Activités culturelles : favoriser l'insertion, la formation et la professionnalisation (ex : théâtre KoKo-loempo) mais PB de lourdeur administratif et social (conventions, accompagnement important car public fragilisé sur le plan social). Les organismes d'accompagnement sont « complaisants », leur mode de fonctionnement n'est pas adapté aux problématiques locales

La responsabilisation des jeunes sur le plan personnel et professionnel est un enjeu majeur pour maintenant et demain

Favoriser le croisement des cultures par l'activité culturelle et considérer le contexte saint-laurentais qui combine et qui se situe « entre tradition et modernité »

Maisons de quartier : Pas assez nombreuses et pour celles qui existent - manque de lisibilité des activités et dysfonctionnement (logistique, gestion, disponibilité, on ne sait pas ce qui s'y passe). PB notamment pour les petites associations qui souhaiteraient mettre en place des actions dans les quartiers

La bibliothèque municipale : elle dispose aujourd'hui de 270 m2 mais PB de taille, de personnel et question de l'envergure si on passe à 130 ou 150 000 habitants en 2030 ! Le bibliobus : se déplace dans 13 sites sur la ville. Manque de lieux de proximité dans certains quartiers pour pouvoir s'organiser

L'insécurité est grandissante : des gangs se forment, les nouveaux quartiers apparaissent. La ville comme les jeunes sont très dynamiques : comme les structures (notamment équipements, infrastructures sportives, culturelles) sont inexistantes et que la commune accumule des retards, les jeunes eux s'organisent

L'investissement bénévole et la notion d'intérêt général ne sont pas encrés dans la société de SLM. Logique de « guichet », les gens se servent et ne s'investissent pas dans la vie locale. Les solidarités s'exercent juste par famille, par quartier, par communauté.

Cohésion sociale : très fragile à SLM !

Les actions dans les quartiers ne sont pas à minimiser : théâtre, bibliobus par exemple sont des actions valorisantes pour les quartiers et leurs habitants

Permettre aussi aux habitants de sortir du quartier : par activités, mais quid du transport

L'illettrisme d'une partie de la population n'est pas un obstacle à l'insertion

La parentalité : PB majeur à SLM, manque d'accompagnement des jeunes parents et d'actions de prévention en amont. La sensibilisation existe à SLM depuis 20 ans, continuer, mais changer de technique

Questions soulevées

- Déjà dans l'ancien CUCS, il était question d'expérimentations concernant le transport mais PB de moyens. Comment compenser un manque de moyen alors qu'il y a encore plus de besoins ?
- La question des tarifs (représentations, accès au musée) est un préalable à se poser en fonction des particularités sociales et économiques des habitants (notamment des jeunes)
- Le diagnostic, on le connaît depuis des années, mais quand est-ce que ça va bouger ?
- Conseils citoyens : Question de la légitimité des habitants et les paramètres à prendre en compte du fait du contexte de SLM (personnes sans papiers, nombre d'étrangers). Sur quelles listes se baser pour un tirage au sort ? Les listes électorales ? Mais peu d'inscrits. Les étrangers auront-ils le droit d'y participer ?

Propositions

- Construire des passerelles et une concertation sur le long terme avec les acteurs du territoire pour mettre en place des projets efficaces
- Mettre en place des actions et activités socio-culturelles professionnelles (qualité) et professionnalisantes (pour donner envie à la jeunesse, susciter des vocations)
- Le travail de terrain est primordial + la structuration (et l'aide à la structuration) des associations est nécessaire, trouver des relais dans les quartiers et créer un fonctionnement en réseau (qui faciliterait la diffusion et communication notamment)
- Mutualiser les moyens pour réussir à faire avec peu : réseaux, relais terrains et personnes ressources, locaux
- Accompagner le travail en réseau (des structures et associations)
- Retisser les liens, car risques de clans et de PB de sécurité. Besoin d'une médiation de terrain
- Créer des connections sociales entre les quartiers de type maison de quartier pour instaurer une médiation, faciliter l'activité locale (accompagner les jeunes dans des projets par exemple alors qu'aujourd'hui ils se débrouillent comme ils peuvent). Mais quid des moyens humains et financiers à mobiliser et pour y faire quoi (mode de fonctionnement et programmes) ?
- Créer des lieux « dédiés » : attention à la polyvalence si la gestion est mal structurée
- Prioriser les actions en fonction du type de quartier : officiel et non officiel. Donner plusieurs scénarii aux élus
- Travailler sur le maillage des quartiers et sur le tissu pour mutualiser les moyens (lieux ressources, espaces de proximité...)
- L'école : un relais et lieu de sensibilisation des publics jeunes. Considérer les écoles comme des « lieux de vie » et les ouvrir au quartier et aux personnes adultes. Mais quid des clés, planning, responsabilités
- Eviter le fractionnement du rythme des enfants dans la journée. Recréer un lien entre l'école et après l'école et mettre en place une prise en charge globale des rythmes de l'enfant, quartier par quartier ou public par public

→ Atelier n°3 – Cadre de vie et renouvellement urbain – 25 participants

Eléments de diagnostic

Sécurité pompiers : Difficultés d'accès à certains sites car cheminements en mauvais état ou inexistants (quartiers spontanés), manque d'adressage (perte énorme de temps lorsqu'ils sont appelés), Nécessité de déploiement de plusieurs véhicules (ex : 4x4) et + de personnel (car s'il faut transporter les victimes à pied par ex.), pas de bornes incendies proche des quartiers (PB majeur pour éteindre un feu) = Risque pour les habitants car difficultés d'interventions et manque de rapidité. PB du feu et incendies dans quartiers informels et nombre de victimes potentielles dans ces quartiers qui est énorme = 17 personnes concernées / victimes en moyenne selon estimation des pompiers.

Quartiers informels : « illégaux ! », ministère de la justice : pas d'actions (pas assez de procès-verbaux qui aboutissent à des poursuites), leur développement est très rapide, PB de projection des habitants dans un processus d'ascension résidentielle et sociale

Etude aménagement alternatif : (Gret – DEAL) : c'est une solution mais partielle au PB.

Quartiers informels et relogement en parc social : il faut casser de manière effective le logement d'origine pour plus d'efficacité (+ afin de libérer les sites pour urbanisation formelle), PB de business car sous-location du logement d'origine et même parfois du logement social attribué, beaucoup de vacance dans les logements sociaux, solution peu efficace pour lutter contre le logement spontané (PB de gestion du parc social), PB de programmation du type de logement (non adapté aux types de familles à reloger). Quid des personnes prioritaires pour un relogement

Handicap : Impossibilité des personnes handicapées d'être relogées à l'étage, mais toutes les personnes n'ont pas de statut d'handicapé et de carte d'invalidité (donc relogement effectif parfois à l'étage).

La surpopulation dans les logements sociaux : L'attribution du logement se réalise sur une composition du ménage au format déclaratif (donc dépend de l'accompagnement des ménages dans la démarche). Quid de l'évolution familiale (naissance mais aussi rapprochement familial, hébergement temporaire ou sur le plus long terme). Difficultés pour le bailleur car beaucoup de demandes de transfert vers un logement plus grand.

La réalité de l'Ouest est unique et les textes nationaux ne sont pas adaptés (surpopulation de logement notamment et critères CAF pour Aide au Logement)

Idem - les définitions et les critères d'insalubrité (ARS) ne sont pas adaptés à l'Ouest : Question de l'image de leur logement par les habitants (ex SEMSAMAR : d'une maison considérée insalubre par l'ARS alors que c'est la case d'un capitaine – chef coutumier de Grand Santi. Comment expliquer au capitaine et à la communauté que sa maison doit être détruite -alors qu'elle est vénérée- car elle est considérée comme insalubre ?

Programmation des logements versus besoins locaux : Très difficile pour les bailleurs de construire des logements de grandes tailles (car trop cher et donc peu rentable)

L'accession sociale est un droit. Il se définit sur critères sociaux et « autorise » la transformation de la composition du ménage, les transformations fiscales ou économiques liées à une hausse du pouvoir d'achat (ex : le stéréotype que les habitants des quartiers LES ont des « grosses voitures » stationnées devant leur logement)

Le PB des impayés de loyers dans le parc locatif social : La menace de l'expulsion est la seule manière de recouvrement. « Quand les habitants sont « au pied du mur », ils réussissent à payer (question de mauvaise foi de certains locataires). Mais pas une solution car ils vont reconstruire un logement informel.

Médiation et proximité entre les habitants et les bailleurs : La SIGUY répond systématiquement à toute réclamation écrite de la part des locataires. Mais seulement 1 gérant pour 800 logements à SLM, soit 2 au total (pour un parc de 1 800 logements à SLM au total ?)

Il n'y a pas de GUP (Gestion Urbaine de Proximité), ce qui est un PB

Aucune gestion politique des PB liés au logement (au sens large) : Manque de cohérence concernant les logements (qualitatifs), aménagement (alternatif, types d'aménagement, ZAC, opérations isolées), gestion de la sécurité et de l'insécurité (dans les quartiers mais aussi à l'échelle de la ville), gestion et prévention des incivilités, gestion de l'informel (habitat mais également commerce, transport, état civil)

Les équipements de proximité : La coexistence entre quartiers de logements sociaux et « quartiers de non droit » invoquent des PB (dysfonctionnement, sur occupation) des d'équipements dans les quartiers sociaux car ils « profitent » aussi aux habitants des alentours alors que ce n'est pas au bailleur de prendre en charge (et de tenir compte de) la population alentour du quartier. Ex : ZAC Saint Maurice prévoit une programmation d'équipement pour l'ensemble de la ZAC (+ rapport à la ville), mais dans le cas d'un parc social « isolé » (ex : route de Saint-Jean et résidences St Maurice), la programmation interne n'a pas vocation à répondre à un besoin de rayonnement.

La question des pratiques des habitants (logements, espaces publics) : il faut « éduquer » les habitants à vivre dans un logement social (agrandissement impossible par exemple, commerce informel interdit). Inadéquation entre les pratiques et le cadre : avant les habitants vivaient dans un contexte rural ou péri urbain (quartiers spontanés) alors qu'ils se retrouvent relogés dans des appartements. Les bailleurs ont besoin de relais pour travailler sur ces questions avec les habitants.

Les incivilités sont grandissantes (comme la démographie) : non à l'assistanat, vers une responsabilisation des habitants !

Le cadre de vie est à considérer en général (emploi, image des quartiers, vie de quartier, aménagement, logement...)

Attention - Bornes fontaines : La SEMSAMAR fait état d'un dispositif qui fonctionnait très bien sur l'île de Cayenne, mais dans le temps, par manque d'entretien des sites, par l'arrêt de l'accompagnement social des familles dans le temps, PB de localisation des bornes, PB de fonctionnement et de gestion = les opérateurs sont obligés de travailler à la résorption de l'insalubrité des sites de bornes fontaines.

L'image des quartiers : attention à la décence des réseaux (car débordements des canalisations, fossés non entretenus)

Hébergement d'urgence (CCAS) : Vocation temporaire, à SLM, il s'agit principalement de femmes avec enfants. Les CHRS n'intéressent personne en Guyane, les chiffres, le nombre et le type de personnes concernées n'intéressent personne alors qu'en métropole, c'est tout l'inverse et la photographie des PB est très précise.

Hébergement d'urgence (Akatij') tient aussi une antenne d'hébergement d'urgence pour un public le plus souvent souffrant d'addictologie. Selon l'association, il faut également adapter le dispositif d'hébergement d'urgence au contexte de la Guyane (ex : hébergement sous forme de carbet, quid pour des solutions alors qu'il y a beaucoup de femmes avec enfants), idem, le centre d'hébergement est surchargée (surpopulation et l'addiction est un PB d'autant plus important à prendre en compte dans le cadre de l'hébergement (et du lieu de l'hébergement)

L'ADIL (Association Départementale d'Information sur le Logement) qui a pour mission et compétence : la communication et l'information sur le logement, l'accès au droit sur le logement notamment considère que cette thématique est « une base fondamentale à la vie » pour de nombreux saint-laurentais.

Questions soulevées

- Quartiers spontanés : responsabilité du Maire ? Comment réussir à casser la dynamique actuelle de développement très rapide des quartiers ?
- Quartiers spontanés : Où en est l'étude réalisée par le Gret ? Financement – réalisation ?
- Quelle connaissance a-t-on (dont les bailleurs sociaux) du taux de vacance dans les logements, du taux de remplissage et de la part de sous-locations ?
- Le « livret du locataire est-il systématiquement remis lors de l'entrée dans le logement social (ce qui explique les droits des locataires mais également les devoirs) ?

Propositions

- Logement social : pour une programmation adapté, il faut partir de la demande (types de ménages à reloger, profil social, taille des familles)
- Prendre en compte les usages et les pratiques locales des habitants de l'ouest pour créer des quartiers plus adaptés à leur mode de vie (et/ou faciliter l'adaptation de leur mode de vie au nouveau cadre de vie)
- Créer des partenariats avec la CAF (adaptation à la réalité des ménages) : car pas d'attribution possible si logement trop petit pour des grandes familles, PB de surpopulation

des logements et pas d'aide au logement (alors que nécessaire pour pouvoir recouvrir les loyers)

- Handicap : nécessité de formalisation du statut avec les structures pour pouvoir accéder à un logement social adapté (ex : en RDC versus à l'étage). Mettre en place un accompagnement des personnes pour réaliser ces démarches (car ce n'est pas le rôle du bailleur)
- Travailler en partenariat avec tous les partenaires (bailleurs, Commune, Etat, police municipale) pour connaître la situation de la vacance des logements sociaux, les taux de remplissage et les sous-locations effectives
- PB des impayés de loyers : la médiation, proximité entre les locataires et les bailleurs est la seule manière d'éviter les impayés et l'expulsion
- Mettre en place une GUP qui est essentielle dans le Développement Social Urbain des quartiers (DSU) pour favoriser la prévention à la répression
- Créer des partenariats entre tous les acteurs pour la gestion de proximité car chacun gère ses urgences de manière cloisonnée (police municipale, bailleurs sociaux, service urbanisme) + mutualisation des données pour plus d'efficacité
- Instaurer une médiation sur site (dans tous les quartiers, via GUP) et mettre en place un agent de proximité dans tous les quartiers locatifs sociaux.
- Rendre le locataire citoyen : Idée de créer des espaces extérieurs concertés (ex : locaux associatifs). Idée de « rétrocession » de la gestion d'espace (type jeux d'enfants) aux mamans (afin de les responsabiliser mais aussi d'assurer une médiation sur site avec les jeunes pour prévenir les dégradations). Mettre en place une concertation avec les habitants des quartiers
- Travailler sur l'obtention de dérogations concernant la programmation de logements sociaux : type de logement produit (logement intermédiaire, LLTS, LLS) en fonction des réels besoins locaux, adéquation dans la programmation avec les besoins globaux (pas que des personnes pauvres à SLM, également besoin de logements pour les cadres, fonctionnaires, etc.)
- Les pompiers demandent à ce que la mairie passe (ne serait-ce qu'un) un coup de niveleuse sur les accès principaux aux quartiers d'habitat spontané pour plus de sécurité (afin de faciliter leurs interventions et réduire ainsi le risque pour les personnes). Exemple du quartier de Paul Isnard où de petites actions peuvent tout changer – les secours ont été retardés par les problèmes d'accès dans le quartier lors de l'incendie d'une maison qui a tué deux bébés en novembre dernier
- Optimiser l'utilisation, la localisation et le rayonnement des bornes fontaines : explication en langue locale via panneaux d'affichage proche des bornes, « faire du terrain » et discuter de la meilleure implantation des sites, gestion et entretien...
- Investir l'espace public pour en garder la maîtrise (ex : car aujourd'hui, il y a un détournement des carrets et de certains espaces collectifs car pas d'appropriation par tous, sauf par des groupes de jeunes). Considérer l'espace public comme un espace politique (à tous, pour tous et par tous)

→ Atelier n°4 – Développement économique, emploi – formation / insertion – 13 participants

Eléments de diagnostic

Un bas niveau de qualification professionnelle généralisé : Difficultés pour l'intégration et la formation

Manque de structures d'accueil pour pouvoir « placer » des stagiaires car pas assez d'entreprises à SLM et beaucoup de jeunes

SIEG (Service d'intérêt Economique Général) : « Transfert de compétences » à des structures locales (associatives ou privées ?) dans le domaine de la formation (Il concerne l'organisation et le financement de parcours individualisés, modulaires et sécurisés de formation reconnus comme des Services d'intérêt économique général (SIEG) conformément au droit communautaire). Le groupement des instituts de formation va devoir gérer seul la formation des personnes. Intégration des personnes seulement de niveau (alpha) 2. Il n'y a plus de cours dispensés pour les personnes qui ne parlent pas FR ce qui est un PB (car beaucoup de monde concerné)

Freins à l'intégration et à la formation : PB de la non maîtrise et mal maîtrise de la langue FR, manque de transport pour que les jeunes et adultes puissent se déplacer (dans les structures de formation mais également, dans les entreprises d'accueil) = seules solutions : le taxi collectif et informel (cher et non ponctuel), manque d'hébergement sur la commune pour accueillir des stagiaires par exemple.

Les jeunes n'ont aucune image claire de ce qu'ils veulent faire dans la vie (manque de projection sur le plan professionnel). Manque d'information sur les formations possibles et les métiers, posture généralisée d'attentisme, projet professionnel difficile à structurer car l'orientation via l'école se réalise le plus souvent « par défaut », image autour de soi d'un parcours parsemé de petits boulots, sans cohérence professionnelle (« la débrouille » au quotidien), la réalité socio-économique des familles ne tirent pas les enfants et les jeunes par le haut (PB du quotidien, image de soi et des autres comme trajectoires normales et « de fait »). PB de motivation en général.

Les jeunes ont beaucoup de compétences non académiques et des talents (domaines artistiques, artisanal par ex.), on ne leur a jamais dit que c'était une source potentielle de revenus.

La lecture du tissu économique local est complètement brouillé (image du « job » comme seule référence pour de nombreux jeunes)

Absence de lisibilité des formations possibles sur SLM et dans tout le département (renvoi à la question de la difficulté à se projeter des jeunes)

Le décrochage scolaire : 600 « décrocheurs » par an à SLM ! C'est énorme ! La politique de la ville doit mettre en œuvre des dispositifs innovants pour réussir à motiver les jeunes. Partenariats à mettre en place avec l'éducation nationale sur ce sujet crucial !

« **Les quartiers informels comme des zones de non droits** » : Ventes informelles, drogue, peur des individus de se faire entendre dans les quartiers par peur de représailles. Impuissance des pouvoirs publics

Le PB de l'emploi – raisons sociales : l'emploi et le travail clandestin pèsent sur les entreprises formelles (déséquilibre à tous les niveaux car les personnes étrangères non déclarées travaillent pour moins cher), pas de raison de travailler si les prestations sociales sont plus élevées que les salaires proposés pour les activités locales, PB de garde des enfants et des jeunes (même si culturellement, la famille élargie s'occupe des enfants, c'est moins vrai dans « le monde moderne ». Tous les saint-laurentais sont concernés par le travail clandestin (on est tous « opérateur » de l'informel, de près ou de loin)

Besoin d'entreprises citoyennes à SLM : Mettre des partenariats en place pour un rapport « gagnant – gagnant » alors qu'à SLM, justement, certaines entreprises veulent bien « jouer le jeu » de la formation des jeunes.

Chantiers d'insertion (SIAE : Structures d'Insertion par l'Activité Economique) : pas assez dans l'ouest, et structures quasi inexistantes

Manque de déploiement sur le territoire : manque de réseaux de base pour accéder à l'emploi et à l'information / orientation, pas de service public dans les quartiers, pas d'entreprises (ou très peu) = aucun dynamisme lié à l'emploi, au service

Questions soulevées

- Quelles sont les propositions du contrat de ville sur ce thème ? Quelles opportunités la mairie souhaite créer et les priorités qu'elle se donne ?

Propositions

- Hébergement : il faut créer un centre d'hébergement pour faciliter l'insertion et la formation (professionnelle et stages) notamment des jeunes
- Valoriser les savoir-faire des jeunes (compétences non académiques) et mettre en place un accompagnement (sur la durée) spécifique à la création d'activités : on pourrait innover ! leurs compétences artistiques et artisanales pourraient rentrer par ex. dans les champs du tourisme
- Développer l'entreprenariat populaire via une détection dans les quartiers (et recensement des activités mêmes informelles et savoir-faire), une information dans les quartiers et un accompagnement spécifique = formalisation / régularisation d'activités informelles mais quid du PB de la non ou mal maîtrise de la langue FR, PB lourdeur, difficultés administratives, PB de normes (mettre en place des formations spécifiques sur ce sujet), question de la posture de la personne (avoir -et être capable d'avoir- une activité régulière, être chef d'entreprise –devoirs, compétences administratives et gestion d'une comptabilité)
- Il n'y aura pas de développement économique sans sécurité pour les entreprises : d'avoir des contrats, que le salarié soit formé et apte au travail et motivé
- Soutenir les commerces formels par le comportement citoyen (pour plus de sécurité), que les habitants jouent tous leur rôle (ex : tout le monde va un moment donné s'approvisionner à la Charbonnière)
- Créer des opportunités pour les chefs d'entreprises : pôles d'excellence, dynamiser des secteurs clés nécessaires à SLM ou qui n'existent pas à SLM mais dont il y aurait une demande (ex : pressing)
- Considérer les secteurs des travaux publics, de la construction (liés aux grands projets architecturaux – urbains) comme des opportunités d'emploi, d'insertion et de formation
- « Partir des idées pour mettre en place des projets individuels et collectifs (et formaliser les projets) »
- Urgence : offre de mobilité (pour accès à l'emploi notamment), SLM – inter quartiers, d'Apatou à Mana pour permettre une ouverture d'esprit, une vision du futur et une projection, notamment des jeunes
- Les priorités : les jeunes, mais pas que l'emploi. La maternité précoce des jeunes femmes est un thème essentiel + la paternité trop souvent non assumée par les jeunes hommes : que les jeunes F et H aient conscience de ce que veut dire « avoir un enfant » et les conséquences (responsabilités, souvent fin des études, avoir de quoi nourrir son enfant, etc.)
- La revalorisation des activités informelles (car elles peuvent produire des richesses), le développement agricole et la culture de l'abattis (car constitue une banque – d'alimentation-) mais quid – PB du manque de transport, d'accès au foncier, l'abattis en milieu urbain est actuellement impossible.
- Apprentissage : que les entreprises saint-laurentaises jouent le jeu car elles veulent des jeunes qui soient à la fois formés et pas cher payés (incohérence). Il faut aider les jeunes avoir un projet plus clair. Se poser la question des métiers qui manquent à SLM et quid de la formation initiale ou des formations à mettre en place
- Planification claire des besoins des activités économiques : besoin d'une décision politique sur ce sujet et d'une vision à long terme (échelle 2030)
- Que la Commune considère :
 - Ne pas construire que du logement social (car besoin également pour d'autres catégories socio-professionnelles),
 - Pas de construction de quartiers sans services (proximité, publics),
 - Le PB du manque d'antennes relais dans les quartiers (maisons de quartier, lieux de vie et d'échange) est à traiter,
 - Que la Mairie porte des projets et ne fasse pas qu'accompagner des projets
 - Que la mairie et la région se donnent les moyens de réaliser « un Saint-Laurent souhaité »
 - Qu'il y ait de la continuité dans les actions mais également considérer les trois temps : court, moyen, long

Institutions – associations invitées et/ou présentes aux ateliers thématiques

→ Cohésion sociale

Atelier n°1 : Santé publique, réussite éducative, accès au droit et à la citoyenneté (7 avril matin)

Education (scolaire et périscolaire) : Chefs d'établissements collèges – lycées / CPE / référent s'occupant des ateliers relais, Plateforme des Décrocheurs CPASD, Ecole élémentaire catholique des Sables Blancs, PRE (Programme Réussite Educative du CCAS), CIO (Centre d'information et d'orientation), PIJ (Point d'Information Jeunesse), Centre Culturel et de Loisir (CCL), Centre Equinoxe, IFSL (Institut de Formation Saint-Laurent), Maison des Adolescents (Mda)

Santé : PMI (Assistants sociales – Service Social Départemental), CHOG (médiateur culturel et pôle santé publique, CMP – CMPI (Centre Médico Psychologique), les PEP : SESSAD (Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile), CMPP Centre Médico Psycho Pédagogique), CAMSP (Centre d'Action Médico-Sociale Précoce), CSAPA (Centre de Soins d'accompagnement et de Prévention en Addictologie) et AKATI'J, L'APAJH (Association pour Adultes et Jeunes Handicapés), AIDES (Association), Croix-Rouge française (Association), Mama Bobi (association), , IN'PACT (association), ATAM (association – personnes âgées), ARS (Agence Régionale de Santé), CGSS (Caisse Générale de Sécurité Sociale – antenne de SLM), Atelier Santé Ville (municipal)

Actions sociales et accès au droit et à la citoyenneté : CCAS (Centre Communal d'Actions Sociales), DJSCS (Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale), CAF (service des assistantes sociales), Tribunal de Grande Instance de SLM (TIG) et Maison de Justice et du Droit, La poste, Secours Catholique (association), Equinoxe formation, Mission locale, Service Social Départemental

Atelier n°2 : Animation sportive, culturelle et sociale (7 avril - après-midi)

Vie de quartier : Responsables des maisons de quartier, régie des quartiers, médiateurs et animateurs socio-culturels (associations mama bobo et In'Pact), chefs coutumiers et capitaines (des différentes communautés amérindiennes et noir-marrons, associations de quartier (DURACEL, AJAS, ASCO, FOE WI ALA, RESPEKI)

Culture et animation : DAC (Direction des Affaires Culturelles), CIAP (Centre d'Interprétation d'Architecture et du Patrimoine), CCML (Centre Culturel des Musiques en Live), Ecole de musique et de danse SLM (ENMD), bibliothèque municipale, service communication de la ville, radios UDL et RLM, Association Ks and Co – Kokolampoe (théâtre), Associations culturelles et de quartiers

Sport : représentants des principales associations sportives de Saint-Laurent du Maroni et service des sports

→ Cadre de vie et renouvellement urbain - atelier n°3 (9 avril - matin)

Logement : les bailleurs sociaux : SIGUY et SEMSAMAR, centre d'hébergement d'urgence du CCAS (sables blancs) et d'AKATI'J, PACT (association de solidarité pour l'habitat), Service habitat-logement (municipal), ADIL (Association Départementale d'Information sur le Logement), Architecte conseil de la Région Guyane

Aménagement – urbanisme : les aménageurs : SENOG, EPAG, DEAL (Direction de l'Environnement, du Développement Durable et du Logement), Service urbanisme et service technique (municipaux), Conseil Régional (service veille et planification territoriale)

Transport – mobilité : CG (Conseil Général) – direction des transports

Tranquillité publique et sécurité : Police municipale (et de l'urbanisme), gendarmerie, pompiers, FIPD (Font Interministériel de Prévention et de la Délinquance)

Entretien et gestion des sites : Régie des quartiers, responsable du gardiennage du parc social de logements SIGUY, CCOG (Communauté de Commune de l'Ouest Guyanais)

→ Développement éco / formation et insertion – atelier n°4 (10 avril - matin)

Emploi – services : l'association des commerçants chinois de SLM et des commerçants de la charbonnière, CCI – antenne de SLM (Chambre de Commerce et d'Industrie), SENOG (interlocuteur ZFU – Zone Franche Urbaine), CCOG (Communauté de Commune de l'Ouest Guyanais), Ouest Guyane Initiative (OGI), pôle emploi - antenne SLM, Cellule Développement économique du cabinet du Maire

Formation : GRETA, Centre Equinoxe, IFSL (Institut de Formation Saint-Laurent), EVE (Association)

Insertion : RSMA (Régiment du Service Militaire Adapté), ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique), Boutique de gestion – accompagnement, Mission Locale Régionale Guyane (MLRG), Régie des quartiers

Les élus ont été conviés aux ateliers en fonction de leurs mandats (champs d'actions thématiques) ainsi que la sous-préfecture de Saint-Laurent du Maroni